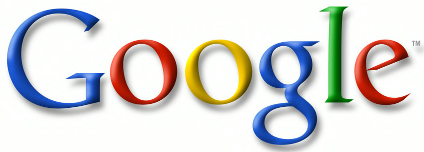


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

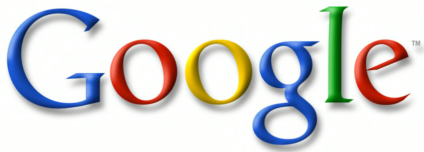
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

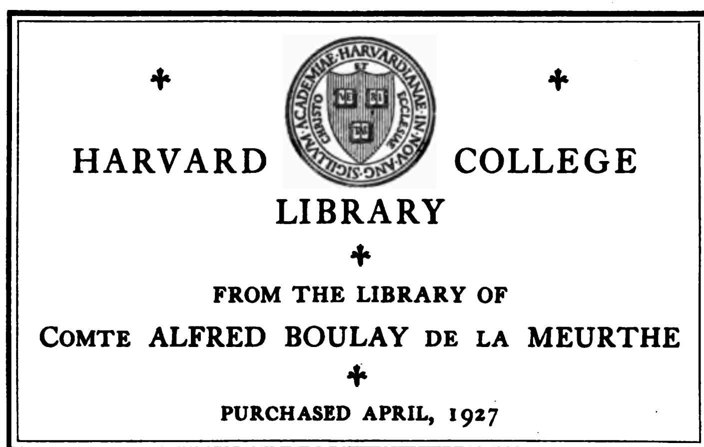
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`



Coquelle · Les Projets de Descente en Angleterre · 1902

Br 440.43.65



HARVARD COLLEGE
LIBRARY
FROM THE LIBRARY OF
COMTE ALFRED BOULAY DE LA MEURTHE
PURCHASED APRIL, 1927

LES PROJETS

DE

DESCENTE EN ANGLETERRE

D'APRÈS LES ARCHIVES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

PAR

P. COQUELLE

Extrait de la Revue d'histoire diplomatique



PARIS
TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1902

LES PROJETS

DE

DESCENTE EN ANGLETERRE

LES PROJETS

DE

DESCENTE EN ANGLETERRE

D'APRÈS LES ARCHIVES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

PAR

P. COQUELLE

Extrait de la Revue d'histoire diplomatique



PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie

8, RUE GARANCIÈRE — 6e

—

1902

LES PROJETS

DE

DESCENTE EN ANGLETERRE

« irait jusqu'au village de Vooledge (Woolwich) où il y a des canons et des chantiers. Sur la rive nord de la Tamise, on pourrait aussi brûler Blackwall, à quatre ou cinq milles de Londres ». Seulement, pour exécuter ce projet, il faudrait au moins être sûr d'avoir un grand parti, qui facilitât les moyens de se rendre maître de quelque poste qui pût servir de base.

Seignelay [1] donna des instructions à Tourville en conséquence; nous y lisons qu' « on peut faire une descente à la côte d'Angleterre, principalement depuis Portland jusqu'à l'isle de Wight, ce qui se fera avec d'autant plus de sûreté que ces endroits étant assez peu éloignés de Londres, il sera difficile que les milices qui sont aux environs puissent s'y opposer et elle ne laissera pas de faire un bon effet pour la réputation des armes de Sa Majesté. On peut aussi faire une descente à Stockbay, à une lieue de Portsmouth, pour aller détruire les bateaux non armés et se rembarquer avant que la garnison de Portsmouth soit arrivée ». Tourville ira ensuite à Plymouth et à Torbay, et après ces expéditions se portera à l'entrée de la Tamise, pour essayer d'y renouveler l'exploit des Hollandais de 1667 [2].

Le célèbre amiral trouva ces plans trop étendus, trop remplis d'incertitudes, et répondit qu'il envisagerait seulement la tentative dans la rade de Darmouth, près de Torbay, et essayerait de s'emparer de la ville qui est ouverte, puis ensuite de faire entrer des galères dans le port. Quant à aller à l'embouchure de la Tamise, il ne le peut, car, par suite du détachement confié à MM. d'Amfreville et de Ralingue, il n'a plus que soixante et un vaisseaux au lieu de quatre-vingt-deux [3].

Comme l'expédition de Torbay est un des rares essais de descente qui réussit, nous croyons devoir en rappeler les principaux incidents.

[1] J.-B., marquis de Seignelay, fils aîné du grand Colbert, né en 1651, ministre de la marine en 1676.

[2] Extraits des instructions de M. de Seignelay à M. de Tourville, sur la campagne de 1690. *Loc. cit., Angleterre,* mémoires et documents, vol. 54, f° 224.

[3] *Loc. cit., Angleterre,* mémoires et documents, t. 54, fol. 225.

La flotte française mouilla le 31 juillet 1690, à 11 heures du matin, à la baie de Lime, et le 2 août vint se poster à l'ouvert de Torbay, attendant le premier vent favorable pour exécuter la descente. « On ne voyait aucune troupe anglaise sur la côte, mais un grand nombre de gens qui s'enfuyaient avec épouvante et d'hommes à cheval prenant la route de Londres et les peuples avec des charrettes, qui emportent tout ce qu'ils peuvent emporter[1]. »

Les galères de la flotte mouillèrent plus près de terre que les vaisseaux, et en trois colonnes. Tourville prescrivit, le 4 août, au comte d'Estrées, qui devait commander les troupes de débarquement, de ne rien risquer, et de ne pas exposer ses soldats, « qui sont l'élite de l'armée navale, en un temps où l'armée navale de l'ennemi pourrait tomber sur celle du roy. L'intention est de se rendre maître de Tinmouth et de prendre les principaux habitants et les envoyer aux vaisseaux du roy, pour leur faire payer une grosse contribution. » D'Estrées devait aussi envoyer brûler les sept ou huit vaisseaux qu'on voyait mouillés dans la rivière; mais Tourville lui recommande une seconde fois la plus entière prudence; s'il trouve la résistance trop forte, il fera rembarquer ses troupes dans les chaloupes le plus vite possible[2].

D'Estrées ordonna à de Coulombe, commandant les gardes marines, de former les hommes en bataille sur cinq rangs, au fur et à mesure que les chaloupes les déposeraient sur le rivage, et de placer à la tête de chaque bataillon trente ou quarante grenadiers avec des officiers. Un peloton d'infanterie d'environ trente hommes soutiendra les grenadiers, les bataillons soutiendront les pelotons. Pendant le pillage, il faudra faire occuper des postes avantageux pour éviter les surprises. Des instructions spéciales étaient données en cas d'attaque de la

[1] *Loc. cit.*. *Angleterre*, mémoires et documents. Lettre de M. de Bonrepos à M. de Seignelay, à bord du *Soleil-Royal*, à Torbay, le 2 août 1690, vol. 54, f° 226.

[2] Instructions de Tourville à d'Estrées, 4 août 1690. *Loc. cit.*, vol. 54, f° 230.

cavalerie pendant le débarquement, car on voyait depuis deux jours des cavaliers ennemis sur le rivage.

Le 4 août au soir, Tourville alla inspecter la côte, fit sonder la rade, puis donna le signal du mouvement. En pleine nuit, quinze cent soixante-dix hommes prirent place dans les chaloupes, remorquées par quinze galères. Celles-ci se séparèrent en deux escadres : huit galères allèrent mouiller à droite du bourg de Tinmouth, sept à gauche; les chaloupes étaient divisées en quatre groupes : pavillon blanc, blanc et bleu, bleu et rouge.

A l'aube du 5, on s'approcha de terre dans cet ordre; aussitôt que les Anglais découvrirent les chaloupes et les galères, ils sortirent de leurs retranchements au nombre de cent cinquante chevaux et deux cents fantassins, avec trois canons, et vinrent prendre position sur le rivage. Les galères ouvrirent le feu sur l'ennemi; la première bordée tue un Anglais; immédiatement tous font volte-face et rentrent au pas de course dans leurs retranchements; ne s'y trouvant pas en sûreté et les galères continuant de tirer, les Anglais quittent ces abris et se retirent derrière des maisons éloignées et des bois.

D'Estrées fit alors débarquer les grenadiers du groupe bleu, puis tout le groupe; M. de Pointis prend terre le premier et, avec ses cinquante grenadiers, va occuper une sorte de temple situé sur la droite. D'Estrées et les hommes portés par les trois autres groupes de chaloupes débarquent à leur tour, sans essuyer un seul coup de canon. Quelques détachements se lancent à la poursuite de l'ennemi et lui enlèvent trois drapeaux et ses trois canons sans coup férir. Le reste des troupes étant mis en bataille devant la ville, des grenadiers et marins vont tranquillement brûler douze vaisseaux de haut bord dans la rivière de Tinmouth. Le sieur Cadeneau, capitaine de brûlot, les conduit : il manqua de trouver la mort dans l'incendie et fut cité à l'ordre du jour pour ce fait.

Malgré les ordres donnés, des matelots et marins pillèrent une quinzaine de maisons, mais les officiers leur enlevèrent le butin, qui fut brûlé séance tenante sous les yeux de l'armée.

En ce moment parut au loin l'avant-garde d'une troupe nombreuse, six mille hommes de troupes régulières, disaient les prisonniers faits en ville.

D'Estrées rappela ses postes avancés et, estimant le résultat atteint, rembarqua tout son monde en bon ordre, après avoir passé cinq heures à terre sans perdre un seul homme; il ramenait sept miliciens anglais. La terreur des habitants de Tinmouth et des soldats de la milice était telle lors de notre débarquement, que plusieurs cavaliers, pour pouvoir se cacher plus facilement, avaient abandonné au milieu des rues leurs chevaux sellés, bridés, avec le fouet pendu à l'arçon. Ces montures servirent fort à point pour nos officiers supérieurs, et, toujours chevaleresques, ils les laissèrent en se rembarquant comme ils les avaient trouvées[1]. Les galères et les vaisseaux mirent ensuite à la voile pour Plymouth. Tel fut le résultat assez mince de cette descente, et pourtant, si toutes nos troupes et les équipages avaient occupé Tinmouth pendant quelques jours et infligé une bonne défaite aux six mille réguliers anglais, on juge de l'effet que cela aurait produit en Angleterre, malgré l'insuccès de Jacques II en Irlande le mois précédent. Mais, on l'a vu par les instructions de Tourville, la prudence excessive était prescrite et il s'agissait plutôt de détruire que d'occuper.

La facilité avec laquelle cette descente avait été opérée donna l'idée de la renouveler sur une plus large échelle. Après la mort de Louvois, hostile à ce genre d'opérations (11 juillet 1691), Jacques II obtint gain de cause auprès de Louis XIV et on prépara une grande expédition. Vingt mille hommes réunis sur les côtes de Bretagne devaient s'embarquer pour l'Angleterre. Tourville et d'Estrées les escortaient avec soixante-quinze vaisseaux.

On sait que le vent empêcha d'Estrées de rejoindre et que Tourville, avec quarante-quatre vaisseaux seulement, dut engager, par ordre de la cour, la bataille en vue de la Hogue contre

[1] Mémoire détaillé de M. de Bonrepos et rapport de M. d'Estrées, du 5 août 1690. *Loc. cit.*, vol. 54, f[os] 230 et 235.

quatre-vingt-dix navires anglais et hollandais (29 mai 1692). Il la perdit, et Jacques II, du rivage, vit s'évanouir ses espérances. Sans se décourager, il présenta, en janvier 1694, un nouveau projet de descente, par l'intermédiaire des chevaliers Théophile Ogethospe et Jacques Montgommery. Ce plan était très complet; il indiquait les opérations maritimes et militaires. Quinze mille hommes d'infanterie, trois mille de cavalerie et mille dragons, assemblés en Normandie, devaient passer en Angleterre, non seulement pour tenir tête aux troupes qui s'y trouvaient, mais encore à celles qui pourraient revenir de Flandre.

La flotte française attirerait celle des Anglais jusque dans la baie de Sainte-Hélène; si cette dernière se portait alors vers Plymouth, elle ne pourrait plus s'opposer à la descente, et tout serait pour le mieux; si, au contraire, elle faisait voile vers Portsmouth, il faudrait la suivre, la combattre et tâcher de la mettre hors d'état de couvrir la côte anglaise. Ce résultat acquis, l'escadre française irait croiser entre Southforeland et Calais pour protéger le passage des bâtiments de transport. « Pour assurer davantage le succès de ce projet, on croit être assuré que le colonel Beaumont, gouverneur de Douvres, remettra le château et les forts entre les mains du roy. » Jacques II devait partir pour l'Angleterre incognito, et il serait de grande importance, selon les auteurs du projet, d'avoir à la tête des troupes de débarquement un homme de qualité qui eût du crédit et de la réputation parmi les officiers qui seront sur la flotte. « Les lieux les plus commodes pour la mise à terre de l'artillerie sont Douvres et Hyde. Une partie des troupes ira par Cantorbéry pour se rendre maîtresse de Rochester et du pont; l'autre passera par Mundston et le pont Saint-John Banens, qui est le plus court chemin. De cette manière le roy serait maître de tous les forts situés sur la Medway et la Tamise. »

Tout est prévu, y compris la trahison; ainsi MM. Ogethospe et Montgommery savent que le gouverneur d'Upton, qui commande le pont de Rochester, se rendra sans combat; de même celui de Shirnek et probablement le lieutenant à Tilburn. Ainsi

nous aurions été en possession des magasins de la marine et de l'armée de terre et Londres serait entièrement à notre merci. Si le vent n'était pas favorable pour débarquer à Douvres, on pourrait aussi bien prendre terre entre ce port et la rivière de Southampton. Il faut enfin deux cents vaisseaux de charge pour transporter les troupes, l'artillerie, le matériel et huit à dix jours de vivres. Aussitôt que les Français seront sur le sol d'Angleterre, on peut être certain que cinquante pairs du royaume et un grand nombre de personnages influents, wighs et tories, se déclareront en faveur de Jacques II [1].

Tourville venait de prendre au cap Saint-Vincent sa revanche de la Hogue; le plan venait après un succès qui encourageait notre marine; et Louis XIV l'eût peut-être accueilli favorablement si l'épuisement de la France après cette longue guerre ne l'en eût dissuadé. D'ailleurs on négocia bientôt, et la paix de Ryswick mit un terme à notre querelle avec l'Angleterre.

III

La reconnaissance du fils de Jacques II, comme roi d'Angleterre, par Louis XIV, donna en 1701 le signal d'une nouvelle guerre. La mort de Guillaume III et la faiblesse apparente de sa belle-sœur, la reine Anne, sembla une occasion toute naturelle de reprendre les projets de descente.

Signalons, en passant, celui présenté par de Montendre, capitaine de vaisseau, qui proposait de renouveler à Portsmouth, en 1706, l'équipée de Tinmouth de 1690 [2]. Ce projet n'avait en somme pour objet que la destruction de l'arsenal de Portsmouth et des vaisseaux qu'il contenait.

Un autre, présenté à la même époque par Beaudouin, de Cherbourg, à M. de Chamillard [3], était plus grandiose. Il proposait de

[1] *Loc. cit.*, t. 54, f[os] 237 et 5. Extrait du mémoire des chevaliers Ogethospe et Montgommery.
[2] *Loc. cit.*, vol. 54, f° 238.
[3] Contrôleur général des finances en 1699, ministre de la guerre en 1701; très estimé de Louis XIV, à cause de son adresse au billard, disait-on, mais plutôt à cause de sa probité; quitta le ministère en 1709.

se rendre maître de toute la partie sud-ouest de l'Angleterre, entre Bristol et Southampton, en occupant au préalable l'île de Wight. Seulement l'auteur ne donnait pas de détails sur les points du débarquement et la manière de l'exécuter[1].

Entre temps, il y eut une tentative avortée de soulèvement de l'Écosse, en 1704, en faveur de Jacques III, et l'année suivante, le sieur Nathaniel Hook commença à faire parler de lui sérieusement.

Comme ce personnage va jouer un rôle important dans les affaires de France et d'Angleterre, nous allons le présenter. Fils d'un commerçant de Drogheda, en Irlande, et né en 1664, il entra au collège de la Trinité, à Dublin, mais le quitta au bout de quelques années à cause de ses opinions religieuses; de catholique, il s'était fait puritain. Après avoir étudié à l'université de Glasgow, puis à celle de Cambridge, il s'attacha au duc d'Argyll à vingt ans et entra dans une conspiration ourdie pour soulever la ville de Londres contre Jacques II. Obligé de prendre la fuite pour échapper au châtiment, il obtint son pardon en 1688. Rentré en grâce, on le vit abandonner le protestantisme avec autant de facilité qu'il l'avait embrassé quelques années auparavant, et s'attacher définitivement à la religion de ses pères. Après l'expulsion de Jacques II, Hook entra à son service et devint dès ce moment un jacobite militant. Réfugié en Écosse, fait prisonnier, il resta un an à la tour de Londres, s'évada, passa en Irlande, combattit à la Boyne et obtint un grade dans le régiment irlandais de Salway, au service du roi de France. Colonel en 1703, il fit bravement son devoir dans la campagne de Flandre et sur la Moselle. A cette époque, il s'occupa des projets de descente en Angleterre. Possédant de nombreuses relations parmi les seigneurs écossais, et très au courant des affaires de ce pays, il présenta au conseil du roi Louis XIV divers mémoires, au cours des années 1703, 1704 et 1705[2], proposant un débarquement

[1] *Loc. cit.*, vol. 54, f° 247.
[2] Les archives des affaires étrangères ne contiennent aucun détail sur ces trois projets.

de troupes françaises en Écosse. On l'écouta enfin, et Jacques III, avec le consentement du roi, l'envoya en mission dans les Highlands au mois d'août 1705. Les nouvelles qu'il en rapporta furent si favorables à une tentative de descente, que Louis XIV était sur le point de l'ordonner, lorsque le désastre de Ramillies et la déroute de Turin firent ajourner ces plans.

Deux ans après, quand la réunion des deux Parlements anglais et écossais eut été votée, il se manifesta de tels sentiments dans la Grande-Bretagne, que le roi confia au colonel Hook une seconde mission chez ses amis d'Écosse. Le 9 mars 1707, il lui remit de pleins pouvoirs « pour conférer avec les principaux du royaume d'Écosse dont Sa Majesté connaît le zèle pour le bien de leur patrie et pour prendre avec eux les mesures nécessaires pour le rétablissement du légitime roy Jacques troisième, aussi bien que pour la conservation des droits, privilèges et libertez de la nation écossaise. Elle l'autorise à conclure, arrester, signer tels traitez, articles et conventions qu'il jugera à propos avec eux, promettant en foy et parolle de Roy d'accomplir et d'exécuter ponctuellement tout ce que le sieur Hook aura promis et signé en vertu du présent pouvoir [1] ».

Les instructions jointes commencent par louer la manière prudente et sage avec laquelle Hook a exécuté sa mission de 1705, puis expliquent pourquoi Louis XIV a différé si longtemps à envoyer des troupes en Écosse, en ayant besoin pour lui-même. Pourtant il s'est décidé à tenter une descente et confie au colonel des armes et des officiers à faire passer dans ce pays. « Hook s'embarquera à Dunkerque sur une frégate dont la destination sera tenue secrète, et il débarquera sur la côte d'Écosse au château du comte d'Errol. Il y trouvera des renseignements sur l'état présent du pays et se mettra en rapport avec le duc d'Hamilton et autres seigneurs dévoués à Jacques III. L'intérêt primordial de la France est que l'Écosse refuse l'union que l'Angleterre lui offre de contracter ; il poussera le roi à faire de

[1] *Loc. cit.*, tome XXIV, f° 24.

nouveaux envois d'armes et même à envoyer des troupes si cela semble nécessaire aux seigneurs écossais. Afin de ne refuser aucun concours, Hook a pouvoir pour négocier aussi bien avec les presbytériens qu'avec les jacobites. Les anciennes alliances entre la France et l'Écosse seront rétablies, et les privilèges des Écossais leurs seront rendus s'ils veulent se soulever sérieusement contre l'Angleterre. Le roi accordera aussi des subsides et des récompenses à ceux qui se seront distingués; notamment le duc d'Hamilton[1] pourrait recevoir un équivalent du duché de Châtellerault s'il rétablissait Jacques sur son trône[2]. »

IV

Hook se rendit à Dunkerque et y retrouva le lieutenant-colonel au service de la France Moray, qui avait déjà été envoyé en Écosse par Jacques III, ainsi qu'un des frères de Moray. Retenu un mois par les vents contraires, Hook envoya le frère Moray par Ostende en Angleterre, afin de préparer les esprits en vue de sa mission. La frégate l'*Héroïne*, commandée par le capitaine de Ligondais, put enfin mettre à la voile, et l'envoyé de Louis XIV, après une heureuse navigation de cinq jours, débarqua au château du comte d'Errol, connétable héréditaire d'Écosse[3].

Admirablement accueilli par la mère de ce seigneur[4],

[1] Douglas James, quatrième duc d'Hamilton, né en 1658, ambassadeur extraordinaire de Jacques II en France, resta deux ans auprès de Louis XIV, et combattit à ses côtés comme aide de camp. Il participa aux diverses entreprises des jacobites, mais fit échouer la révolte projetée de 1704. Cette conduite donna des craintes à ses amis sur ses véritables intentions et le fit un moment soupçonner e vouloir prendre pour lui-même la couronne d'Écosse. Il était pauvre en vassaux, mais jouissait d'un grand crédit auprès des cours de Saint-Germain et de Versailles.

[2] Mémoire du Roy pou servir d'instruction au sieur Hook, colonel réformé dans les troupes de Sa Majesté. *Loc cit.*, vol. XXIV, f° 25 et suiv.

[3] Dans le nord de la province d'Aberdeen.

[4] Ce récit du voyage est extrait d'un document des archives des affaires étrangères, intitulé : « Relation de l'exécution des ordres du Roy, confiés au sieur Hook, dans son second voyage d'Écosse, donnée au marquis de Torcy, le 9 juillet 1707. » Tome XXIV, f° 36 et s., mémoires et documents.

il apprit que tous les lords écossais s'étaient retirés dans leurs châteaux depuis que la réunion de l'Écosse à l'Angleterre avait été votée. Trop fatigué par la traversée et la maladie pour entreprendre une tournée dans les montagnes en ce moment, Hook se contenta de faire prévenir le duc d'Athol, le plus influent des nobles du pays, le duc de Gordon, le seigneur de Coxtoun et quelques autres. Ils devaient sonder les cœurs de leurs voisins et amis et tout préparer pour la visite prochaine du colonel. Quant au duc d'Hamilton, alors malade à Edimbourg, on le représentait comme vendu aux Anglais; néanmoins le comte d'Errol, à son arrivée chez sa mère, recommanda à l'envoyé français de ne pas le négliger à cause de son crédit.

N'osant aller à Édimbourg de peur d'être livré aux agents de la reine Anne, car il était fort connu, Hook renonça à voir Hamilton, mais écrivit à son secrétaire Hall pour lui demander une entrevue dans un endroit sûr, aussitôt que possible. Puis les nouvelles reçues de différents côtés étant favorables, il commença sa tournée et voyagea d'abord pendant quatre jours et quatre nuits presque sans interruption, visitant plusieurs lords, partout fort bien reçu et recueillant des preuves du plus vif désir d'appuyer par es armes une descente des Français. Même les presbytériens, malgré la profonde division qui les séparait des lords écossais à cause de leur foi religieuse, avaient oublié les anciennes rancunes et se déclaraient prêts à marcher contre les Anglais de concert avec la France. La duchesse de Gordon, habitant Édimbourg, servait d'intermédiaire entre Hook et les presbytériens.

Le colonel se rapprocha d'Édimbourg et eut dans les environs une entrevue avec Hall, dans laquelle il fut surtout question de l'importance des secours que le roi de France enverrait en Ecosse. Le duc voulait dix mille hommes; Hook ne prit pas d'engagement, et on se sépara sans avoir rien conclu et en promettant de se revoir. L'envoyé français reprit la route des Highlands et se rendit chez lord Stormont, en son château de Scone [1].

[1] A deux milles au nord de Perth.

La maladie l'y ressaisit, et, renonçant à visiter les principaux lords, il leur demanda de venir le voir. En ce moment, la duchesse de Gordon lui envoya un gentilhomme catholique, porteur de lettres émanant des chefs presbytériens et notamment des caméroniens; ils promettaient treize mille hommes au roi de France, étaient prêts à envahir l'Angleterre, mais manquaient de munitions et d'officiers généraux. Le colonel, enchanté de ces ouvertures, renvoya le gentilhomme assurer les presbytériens des bonnes dispositions de son maître à leur égard et leur dire d'attendre le signal du soulèvement. Certain du concours des puritains, Hook ne songea plus qu'à rendre le mouvement général et à y engager les plus grands seigneurs et surtout le duc d'Athol et ses deux frères.

Des conférences s'ouvrirent à Scone entre l'envoyé de Louis XIV et plusieurs lords venus exprès pour le voir; elles durèrent près de deux mois. Hook tâchait de les persuader de l'inutilité d'un grand secours de troupes françaises, vu le petit nombre des réguliers anglais qui se trouvaient alors dans la Grande-Bretagne, quelques milliers à peine. Les lords voulaient cinq mille Français, qui seraient transportés sur des vaisseaux fournis par les Écossais et leurs amis et débarqueraient à Inverness et Cromarty, tout au nord de l'Écosse. On ne s'entendait pas facilement sur ce chapitre. Athol tomba malade à Scone, les conférences furent suspendues, et les lords allèrent consulter leurs amis dans les Highlands. Ils revinrent bientôt, et Hook gagna son procès; tous s'engagèrent à soutenir le corps de débarquement avec leurs vassaux, et le chiffre de ce corps fut laissé à l'appréciation de Louis XIV; de même la somme d'argent qu'il avancerait aux seigneurs, pour leur entrée en campagne. Le duc d'Athol et plusieurs de ses amis signèrent un mémoire conforme adressé au roi de France, lord Stormont le signa pour lui-même et pour dix pairs écossais. Muni de ce document, Hook quitta Scone, passa chez le marquis de Drummond et chez lord Strathmore, qui lui remirent un mémoire analogue revêtu de la signature de leurs voisins; continuant son voyage, il arriva enfin au château du duc

de Gordon, dans l'extrême nord. Ce seigneur lui donna les assurances les plus satisfaisantes, et en revenant chez Errol, Hook reçut encore un grand nombre d'adhésions. A peine de retour, il tomba malade pour la troisième fois. Le confident du duc d'Hamilton vint le retrouver avec les propositions du duc, qui, craignant que l'expédition se fît sans son concours, écrivait à Louis XIV et à Jacques III qu'il était prêt à les seconder. Seulement, il demandait quinze mille hommes que Hook ne voulut pas promettre, et il n'y eut pas de solution.

L'objet de sa mission était atteint ; le capitaine de Ligondais, qui croisait avec l'*Héro"ne* en vue des côtes d'Écosse, mouilla près du château d'Errol, prit le colonel à son bord et le débarqua sain et sauf le 17 juin à Dunkerque. En résumé, vingts-six lords écossais et un grand nombre de gentilshommes avaient signé les mémoires et promettaient en tout vingt-cinq mille hommes d'infanterie et cinq mille cavaliers, qui seraient concentrés à Perth, Sterling, Dumfries et Dundee, et de là descendraient en Angleterre avec les Français [1]. Ils demandaient seulement de faire accompagner Jacques III par un nombre de troupes du roi suffisant pour mettre sa personne à l'abri d'un coup de main des Anglais : c'est-à-dire huit mille hommes environ s'il débarquait au sud de l'Écosse, et beaucoup moins s'il prenait terre dans l'extrême nord. Ils se chargeraient de commander eux-mêmes leurs vassaux en qualité d'officiers supérieurs, mais réclamaient des majors, lieutenants et sergents pour les discipliner un peu ; il fallait aussi des armes à feu pour toutes les troupes, des munitions et cent mille pistoles.

Hook communiqua le tout au roi de France et l'assura que, défalcation faite des non-valeurs, nous pourrions compter pour envahir l'Angleterre sur 19,600 montagnards et 9,000 Écossais du plat pays. Complètement décidé par ces nouvelles, Louis XIV ordonna l'expédition dite de 1708.

[1] Mémoires des 12, 24 mai et 7 juin 1707. *Loc. cit.*, t. XXIV, f° 79 et suiv

V

Six mille Français furent embarqués à Dunkerque dans les derniers jours de février, sur des bateaux corsaires, ainsi qu'une grande quantité de munitions et d'armes, et placés sous le commandement du comte de Gacé. Les instructions remises par Louis XIV à cet officier général offrent un certain intérêt [1].

« Les malheurs de l'Écosse sous la princesse de Danemark [2] ont poussé les deux partis qui divisaient l'Écosse à se réunir ; ils se sont adressés au roy, comme le souverain le plus apte à secourir ce royaume. » Après avoir rappelé les sollicitations que les Écossais lui ont adressées pour obtenir l'envoi de troupes françaises à leur secours, Louis XIV continue : « Les choses ainsi disposées, le roy a jugé que le temps était enfin arrivé de couronner ce que Sa Majesté a fait depuis près de vingt ans pour le feu roy d'Angleterre et pour le roy son fils (Jacques III) et de venger l'honneur de la royauté offensée par la dernière révolution d'Angleterre. Elle a fait armer une escadre de ses vaisseaux pour transporter le roy d'Angleterre en Écosse avec les troupes qu'elle a destinées à servir sous ses ordres. Les deux titres de Gacé, celui de général et celui d'ambassadeur, ne s'excluent pas l'un l'autre ; ils donneront au contraire plus de poids à ses conseils et inspireront plus de confiance aux Écossais. Il doit s'appliquer tout particulièrement à acquérir cette confiance, car il est à craindre que l'union entre les ministres de Jacques III dure peu : le duc de Perth et le comte Middleton, les principaux d'entre eux, ont des caractères incompatibles et des idées opposées. Le roy, sans expérience, suivra peut-être les mauvais conseils, s'il n'est pas retenu par les lumières de l'ambassadeur du roy. Il faut que les

[1] Mémoire du roy pour servir d'instruction au sieur comte de Gacé, commandant les troupes de Sa Majesté en Écosse, et son ambassadeur extraordinaire auprès du roy d'Angleterre. 5 mars 1708. *Loc. cit.*, t. XXIV, f° 95 et suiv.

[2] Anne, reine d'Angleterre, seconde fille de Jacques II, avait épousé Georges, prince de Danemark et frère du roi Christian V.

Écossais se servent de Gacé comme d'un canal, pour instruire le roy leur maître. »

Si à la suite d'événements militaires heureux on négociait avec la reine Anne, Gacé devait lui proposer d'abord de cesser la guerre sur le continent. Cette première condition réglée, Sa Majesté estimait que Jacques III aurait lieu de se tenir pour satisfait de régner sur l'Écosse seule pendant la durée de la vie de sa sœur, à condition qu'il régnerait après elle sur les trois royaumes, et que s'il mourait sans enfants, la jeune princesse sa sœur lui succéderait dans l'ordre naturel.

Si le duc de Marlborough veut réparer sa trahison à l'égard de Jacques II, elle sera oubliée. Le sieur Hook est tout indiqué pour ces négociations. Gacé avait enfin pouvoir pour traiter avec les Irlandais, s'ils désiraient servir les désirs du roi. Ces instructions se terminent par l'énumération des avantages que le roi fera aux Écossais en cas de réussite.

Comme il ne s'agissait pas de combattre, mais seulement de transporter nos troupes en Écosse, on ne donna que cinq vaisseaux d'escorte au convoi, sous les ordres du chef d'escadre chevalier de Forbin, et il était convenu qu'on essayerait de gagner l'amiral anglais de la Manche à la bonne cause [1].

Le roi d'Écosse quitta Saint-Germain incognito et arriva dans les premiers jours de mars 1708 à Dunkerque. Le comte de Gacé en prenant le commandement du corps expéditionnaire reçut le bâton de maréchal et se fit appeler maréchal de Matignon. Malheureusement, le secret de l'expédition fut vendu aux Anglais, et trente-huit voiles sous l'amiral Bings parurent en face de Dunkerque. Les hommes sont aussitôt débarqués, puis Jacques a la rougeole, enfin la flotte anglaise va se ravitailler aux Dunes, et, sur les ordres directs de Louis XIV, Forbin mit à la voile le 17 mars.

Pour préparer la réception de nos troupes, le sieur Flemming [2], qui avait déjà servi d'intermédiaire en 1705 entre les lords

[1] *Loc. cit.*, t. XXIV, f. 106 et suiv.
[2] Frère et héritier du comte de Wigton.

écossais et Jacques III, était parti de Saint-Germain le 28 février, accompagné du sieur Arthnot, s'embarquait le 1er mars à Dunkerque et parvenait sans encombre au château de Stains, appartenant au comte d'Errol. Il se mit de suite en rapport avec les grands seigneurs d'Écosse et leur communiqua les instructions du roi de France. Une rapide tournée dans les Highlands lui permit de constater que tous les Écossais étaient prêts à seconder nos troupes, dont ils attendaient la venue avec impatience. Lord Hamilton, voulant se dérober aux responsabilités, était alors en Angleterre pour affaires personnelles, et sa mère ne voulut pas prendre d'engagements avec Flemming en son absence.

L'insuccès de l'expédition française commença à être connu en Écosse par l'arrivée de la flotte anglaise en vue d'Édimbourg; mais jusqu'au dernier moment nos amis espérèrent que Forbin s'élèverait vers le nord et débarquerait les troupes à tout prix. Ils apprirent bientôt qu'il avait perdu exprès deux jours au départ de Dunkerque; puis avec quelle lenteur calculée il avait navigué, car il n'était pas favorable à l'expédition. Il aurait pu débarquer à n'importe quel point au-dessous d'Édimbourg, la flotte anglaise étant absente; non, il s'obstina à remonter jusqu'à l'entrée de la rivière d'Édimbourg et, y étant parvenu le 22 mars à quatre heures et demie du soir, refusa de remonter la rivière, remettant le débarquement au lendemain. A l'aube, la flotte anglaise parut à quatre lieues au large. Forbin ne tenta point de débarquer, mit à la voile, gagna la haute mer et, malgré les supplications de Jacques III, ramena le convoi à Dunkerque le 7 avril, n'ayant perdu qu'un seul transport, le *Salisbury*, qui fut pris par les Anglais.

La désolation des Écossais était à son comble, tout s'annonçait si bien, il n'y avait en Écosse que deux mille réguliers anglais enfermés dans des places faciles à enlever et cinq mille en Angleterre [1]. Les principaux signataires du mémoire au roi de

[1] Relation du voyage du sieur Flemming en Écosse, en mars 1708. *Loc. cit.*, t. XXIV, f. 109 et suiv.

France furent saisis et conduits sous escorte à la Tour de Londres; mais on ne put réunir contre eux que des témoignages assez vagues, et ils durent être mis en liberté. Hamilton partagea leur captivité, mais il en profita pour lever le masque et se rattacha ouvertement à la cause de la reine Anne [1].

Jamais occasion meilleure ne s'était présentée d'exécuter une descente en Angleterre; elle aurait eu des suites incalculables. Forbin la fit échouer; il a été en cette affaire l'instrument des ministres qui désapprouvaient l'entreprise; ses contemporains le jugèrent coupable, et il dut prendre sa retraite.

Le colonel Hook, l'organisateur de l'expédition, reçut des récompenses proportionnées à son zèle ; Jacques III en fit un pair d'Irlande sous le nom de baron de Hookercastle, et Louis XIV lui donna le commandement du régiment de Sparre. Il se distingua à Malplaquet et dans la suite de la guerre, et reçut plus tard le grade de maréchal de camp et une commanderie de Saint-Louis. Désabusé sur le jacobitisme, Hook refusa une nouvelle mission en Écosse et se consacra exclusivement au service de la France. On l'envoya comme plénipotentiaire en Hollande et à Aix-la-Chapelle, auprès des princes de l'Empire et du Nord en 1711 et 1712. Pendant la Régence, il fut nommé envoyé extraordinaire en Prusse et mourut en 1738 à Paris.

L'échec de l'expédition de 1708 ne découragea nullement Jacques III et les Écossais; dès l'automne de la même année et dans le courant de la suivante, Gordon, Fahrquarson et Minèse, gentilshommes écossais, vinrent solliciter Louis XIV de reprendre l'affaire. Les presbytériens étaient toujours dans les mêmes idées. Le roi fit examiner la chose, comme le prouve le questionnaire daté du 23 janvier 1710 [2] ; mais le souvenir du désastre de Malplaquet était encore trop récent et la situation de nos armées en Flandre trop compromise pour oser en distraire une force importante. Louis XIV ajourna sa décision à l'année suivante.

[1] Il fut tué en duel par lord Mohun en 1712, au moment où il allait partir pour la France comme ambassadeur.

[2] *Loc. cit.*, t. XXIV, f. 115 et suiv.

Entre temps, les pourparlers commencèrent avec les Hollandais à Gertruydenberg, puis Anne fit faire des ouvertures au roi par l'intermédiaire du poète Prior, ancien secrétaire de l'ambassadeur anglais à Paris, duc de Manchester. Le roi envoya en Angleterre le sieur Ménager, membre du conseil de commerce, et il ne fut plus question que de négocier.

La dernière année du règne de Louis XIV fut marquée par un nouveau projet de débarquement, bien que nous fussions en pleine paix avec l'Angleterre. La maladie de la reine Anne survenue en 1714 rendit quelque espoir à Jacques III, exilé depuis un an à Commercy; sa mort le poussa à une démarche décisive. Il fit adresser par l'abbé Iness au marquis de Torcy[1] un long mémoire, dans lequel il représentait que l'avènement de Georges I[er], très peu populaire chez les Anglais, offrait une occasion unique de recommencer la guerre avec avantage, et demandait au roi un secours d'hommes et d'argent pour opérer une descente [2]. Louis XIV n'était pas hostile à cette aventure, car le souvenir de l'expédition si malheureusement avortée de 1708 lui tenait au cœur. Il y eut des pourparlers que la dernière maladie du roi interrompit. On sait que Jacques accomplit son équipée de 1715 sans le secours de la France, et quel en fut le résultat désastreux.

Les projets de descente, déjà assez nombreux sous Louis XIV, le seront encore bien davantage dans la suite, et nous allons les voir occuper une grande place dans les guerres de Louis XV et de Louis XVI contre la Grande-Bretagne.

[1] Sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères.
[2] *Loc. cit.*, t. LXXV, f. 22 à 136.

CHAPITRE II

SOUS LOUIS XV

I

Le premier soin du Régent, en prenant la direction des affaires en 1715, fut de se rapprocher de l'Angleterre, et de conclure avec cette puissance et la Hollande le traité de triple alliance, du 4 janvier 1717, qui par l'accession de l'Empire devint la quadruple alliance. Jacques III, exilé de France, se réfugia à Rome, puis en Espagne, et de Madrid organisa le débarquement à Stornoway, en Ecosse occidentale, d'un petit corps d'Espagnols qui furent pris aussitôt que mis à terre (1719).

La paix avec l'Angleterre se prolongeait au delà des limites accoutumées, la guerre de succession de Pologne étant venue apporter un dérivatif à l'opinion publique. En 1739, on recommença à discuter l'éventualité possible d'une reprise des hostilités avec la Grande-Bretagne, et aussitôt un projet de descente fit son apparition, sous ce titre : Projet de réhabilitation de Jacques III sur le trône d'Angleterre, présenté à Sa Majesté, le 2 juillet 1739, par un anonyme [1], signant T. C. Il demandait seulement le concours de cinq mille Français, qui seraient rassemblés secrètement en Bretagne et débarqués sur la côte du

[1] *Archives des Affaires étrangères de Paris,* manuscrits. Angleterre. Mémoires et documents, t. LXXV, f° 180.

comté de Dorset, dans l'Angleterre occidentale. Le duc d'Ormond, jacobite irréconciliable, soulèverait tous les anciens cavaliers de l'Ouest aussitôt que le débarquement serait effectué, et on marcherait sans tarder sur Londres, qui n'est qu'à trente-cinq lieues.

Fleury ne prêta qu'une attention distraite à ce plan.

Survint la guerre de Succession d'Autriche; Louis XV émancipé entra dans la lutte; mais l'Angleterre garda pendant les trois premières années de la guerre une attitude plutôt neutre.

Malgré cela, les jacobites essayèrent d'entraîner la France dans une nouvelle aventure. Le 13 mars 1741, sept seigneurs écossais écrivirent à Fleury une lettre sollicitant l'envoi en Écosse d'un corps français de sept à huit mille hommes, qui serait reçu par vingt mille montagnards. S'ils préféraient débarquer dans une province anglaise, tous les jacobites des comtés voisins se joindraient à eux [1].

Un an après, un autre ennemi anonyme de la Grande-Bretagne offre de jeter, sans déclaration de guerre, un corps de troupes françaises sur la côte de Sussex ou de Kent, à douze lieues de Londres, promettant qu'ainsi on pourrait rétablir Jacques III.

Mais le vieux cardinal ne voulait pas se prêter à de tels procédés et mettre les torts du côté de la France, et, d'ailleurs, avant toutes choses, il fallait être plus assuré des dispositions des Anglais pour une pareille révolution.

Dans l'été de 1742, les idées changèrent à Versailles, et Amelot, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, écrivit au comte de Bussy, notre ministre à Londres, pour lui demander « d'indiquer les moyens qu'il pourrait connaître de susciter des affaires à l'Angleterre dans son intérieur, et les facilités d'y opérer une révolution totale en y faisant débarquer huit mille hommes ».

Bussy répondit « qu'il était impossible de songer à susciter

[1] *Loc. cit.*, t. LXXV, f° 196, et t. 82, f° 62.

des affaires à ce pays à cause de la défection du roi de Prusse[1], qui venait de causer dans l'intérieur une révolution en faveur des ministres britanniques[2] ».

Jacques III ne perdit pas courage; il insista de nouveau auprès du cabinet français, pour le décider à un débarquement et intéresser Louis XV à ce genre d'expédition. Vers la fin de 1742, quelques jacobites influents déléguèrent à Fleury le colonel Brest, pour le supplier d'envoyer quinze mille hommes, quarante mille fusils et des munitions en Angleterre; Jacques III prenait l'engagement de marcher droit sur Londres aussitôt débarqué avec nos troupes; comme l'Angleterre était presque vide de soldats réguliers, attendu qu'ils se trouvaient en Allemagne, ce plan avait des chances de réussir (janvier 1743). La mort de Fleury, survenue quelques jours après, aurait peut-être permis d'exécuter ce projet, si nos affaires d'Allemagne eussent été en meilleure posture : le maréchal de Belle-Isle venait d'opérer sa glorieuse retraite de Bohême et nous avions peine à défendre la Bavière. Ce n'était pas le moment de distraire quinze mille hommes, pour les jeter dans une aventure qui, même si elle réussissait, nous attirerait la guerre ouverte avec Georges II.

Cependant Louis XV, tout plein de ressentiment contre ce monarque à cause de sa conduite dans les affaires autrichiennes, aurait été bien heureux de lui porter un coup sensible. Sur ces entrefaites, un nommé W.., vint, au mois de mai, le solliciter de nouveau de la part des jacobites anglais. Le roi, ébranlé, voulut vérifier les assertions de ce personnage, et envoya en Angleterre, sous prétexte d'acheter des chevaux, son écuyer Butler, pour tâter le terrain.

Pendant que Butler était en voyage, arrivèrent à Versailles de nouveaux émissaires des seigneurs écossais, conduits par Mac Gregor, baron de Bathaldy; lord Sempill, ministre de Jacques III, les présenta à Amelot. Ils ne demandaient que treize

[1] Frédéric II venait de lâcher la France en traitant à Breslau sa paix particulière avec Marie-Thérèse.

[2] *Loc. cit.*, t. LXXV, f° 197.

bataillons, un régiment de dragons sans les chevaux, six canons et dix mille fusils, pour débarquer à Colchester ou à Maldon, à treize lieues au nord-est de Londres. On atteindrait la capitale sans avoir de rivière à passer; des barques marchandes et de pêche transporteraient les troupes de Dunkerque à la côte anglaise, deux ou trois vaisseaux de 80 canons suffiraient à les protéger contre les frégates anglaises; l'Angleterre ne possédait que seize mille soldats, disséminés dans toute l'étendue des trois royaumes, et le secret de l'expédition serait si bien gardé que nos troupes atteindraient Londres en deux jours, sans rencontrer de résistance[1].

Louis XV, presque séduit, attendit le retour de Butler pour prendre une décision. L'écuyer revint et donna de tels renseignements sur l'état d'esprit des jacobites anglais qu'Amelot déclara à lord Sempill, le 13 novembre 1743, que Sa Majesté avait résolu d'accorder le secours demandé[2].

Immédiatement Mac Gregor se rendit à Rome porter au roi Jacques la bonne nouvelle et en rapporter les déclarations que les Français devraient publier aussitôt leur débarquement. Puis, il revint à Paris et passa en Angleterre, dans les premiers jours de janvier 1744, afin de se concerter une dernière fois avec les jacobites anglais. Il manda au roi de France que le gouvernement de Georges II n'avait aucun soupçon de ce qui se tramait et qu'il ne fallait pas perdre un seul instant à l'exécution du projet.

Le 10 décembre, Louis XV en fit part au roi d'Espagne, son oncle, par une lettre de sa main : « Je ne veux pas différer plus longtemps à communiquer à Votre Majesté un projet que j'ai formé dans le plus grand secret pour détruire tout d'un coup, par les fondements, la ligue des ennemis de la maison de Bourbon. Il ne m'a pas été possible de lui faire part plus tôt de

[1] *Loc. cit.*, t. LXXXII, f° 47, et t. 53, f° 5. Moyens proposez pour faire une descente en Angleterre, juin 1743.

[2] *Loc. cit.*, t. 82, f°s 62 à 113. Sur le projet formé en 1743 pour la descente en Angleterre.

l'entreprise; elle pourra lui paraître hasardeuse, mais les circonstances présentes et les éclaircissements que j'ai pris avec le plus grand soin en rendent le succès très apparent [1]. » Un mémoire très complet était joint, et le roi demandait à Philippe V une réponse favorable, avant de donner l'ordre de départ aux vaisseaux de Brest qui devaient couvrir le passage. Sous les ordres du comte de Roquefeuille, ils quitteraient ce port le 1er janvier et l'embarquement des troupes aurait lieu le 15, à Dunkerque.

La présence de la flotte de guerre compliquait beaucoup l'entreprise. Mais Louis XV désirait diminuer les risques de la traversée et ceux du débarquement, ainsi que du retour en cas d'insuccès. Puis les jacobites demandèrent que l'expédition fût retardée jusqu'au mois de mars, à cause de la mauvaise saison et de la session du Parlement. Le roi y consentit, bien que ce délai présentât de grands inconvénients à cause du secret indispensable; enfin, on annonça que Charles-Édouard, fils aîné de Jacques III, participerait à la descente. Le pape et son secrétaire furent seuls mis dans la confidence.

Louis XV désigna le maréchal de Saxe pour commander les troupes de débarquement [2]. Son habileté, sa prudence consommée, l'humanité dont il avait fait preuve dans les campagnes précédentes, la religion protestante, à laquelle il appartenait, l'indiquaient pour cette mission.

Charles-Édouard fut reconnu à Antibes; la nouvelle qu'il allait rejoindre une escadre à Brest se répandit en Angleterre. Le 11 février, Louis XV écrivait encore au roi d'Espagne : « Il n'est pas douteux que le gouvernement d'Angleterre ne soit aujourd'hui sur ses gardes et que l'entreprise que j'ai projetée ne devienne beaucoup plus hasardeuse; et c'est ce qui me détermine à en presser l'exécution. Mon escadre de Brest doit avoir présen-

[1] *Loc. cit.*, t. 75, f. 201. Philippe V répondit qu'il applaudissait aux projets de descente : entreprise glorieuse pour la France. La lettre, écrite tout entière de la main de ce roi, est fort curieuse; elle se trouve *loc. cit.*, t. 77, f. 8; 8 janvier 1744.

[2] Il serait toutefois subordonné sur le sol anglais au duc d'Ormond, nommé pour la circonstance lieutenant du roi Jacques.

tement mis à la voile, et je lui ai donné l'ordre d'attaquer tous les vaisseaux anglais qu'elle rencontrerait. Nous sommes à la veille d'événements bien intéressants. »

Mac Gregor, de retour de Londres, annonça que les jacobites demandaient que l'expédition fût mise à terre à deux milles de Londres, dans la Tamise même, ce qui faciliterait le soulèvement de la capitale. Ils assuraient que les commandants des deux vaisseaux anglais : *Royal-Souverain* et *Princesse-Royale*, actuellement aux Dunes, se joindraient à la flotte française.

Le maréchal de Saxe prit congé du roi le 25 février et partit pour Calais, porteur d'une déclaration au peuple anglais. Parvenu à ce port, il mande le 26 à Amelot : « Je souhaite pouvoir bientôt faire usage de la déclaration de Sa Majesté, et je serais déjà débarqué en Angleterre, au moment que je vous écris, si l'escadre de M. du Barail était arrivée; mais il s'amuse apparemment à prendre des Anglais et cela l'aura séparé de M. de Roquefeuille, qui doit vraisemblablement avoir reçu les mêmes ordres. Nos vaisseaux de transport, qui sont tous arrivés, ont vu une partie de notre escadre à hauteur du cap Lézard. Si notre escadre n'était pas sortie de Brest le 6, elle serait arrivée en même temps que nos vaisseaux de transport, et j'ai bien de la peine à me consoler de ce contretemps. Si nous manquons ce premier début, c'est bien par notre faute. Depuis que nos vaisseaux sont passés, le vent ne cesse d'être contraire dans la Manche à l'arrivée de M. du Barail. Jugez, monsieur, quel avantage ç'aurait été pour nous si cette escadre avait passé avec nos vaisseaux de transport. »

Le maréchal était aussi très inquiet de ne pas voir arriver à Dunkerque les pilotes anglais promis par les jacobites; un seul était présent, et encore on n'osait trop s'y fier. « Le désir que je sens de mener cette entreprise à bien m'est un augure flatteur pour sa réussite. Je n'y suis entré qu'en balançant; mais puisque le vin est tiré, comme l'on dit, il faut le boire. »

Maurice de Saxe avait commencé dans les premiers jours de mars l'embarquement des troupes à Dunkerque, et tout allait au

mieux, lorsque, dans la nuit du 6 au 7, survint une tempête si violente que plusieurs bâtiments en rade s'échouèrent, et le maréchal fit débarquer le lendemain ses troupes.

Les éléments venaient encore une fois de sauver l'Angleterre[1].

L'expédition était manquée. Georges II avait eu le temps de prendre ses précautions. Son ministre à la Haye, lord Trevor, réclama et obtint des États généraux l'envoi de six mille Hollandais, conformément aux traités anglo-hollandais de 1674 et 1678. Ces bataillons étaient attendus à Sherness, et les troupes éparpillées en Angleterre furent concentrées.

Ces circonstances poussèrent Louis XV à rompre ouvertement avec Georges II, et il lui déclara la guerre le 23 mars 1744.

II

Un an se passa; l'espérance des jacobites d'associer la France à la nouvelle expédition que Charles-Édouard, fils de Jacques III[2], se préparait à exécuter en Écosse poussa lord Sempill à de nouvelles démarches auprès du marquis d'Argenson. Divers mémoires tendant à un débarquement des Français en Angleterre furent soumis à Louis XV de janvier à mars 1745.

A cette catégorie appartient très vraisemblablement le projet anonyme de janvier 1745[3]. Analysons-le rapidement.

L'auteur insiste d'abord tout particulièrement sur le secret impénétrable qui doit entourer l'entreprise, car on ne peut

[1] *Louis XV et les jacobites;* le projet de débarquement en Angleterre de 1743-1744. Sous ce titre, le capitaine d'artillerie J. Colin vient de publier une quantité considérable de documents, lettres, états, instructions et mémoires, émanant des principaux acteurs de l'entreprise : d'Argenson, Maurepas, le maréchal de Saxe, Amelot, de Roquefeuille, du Barail, Bart, lord Sempill, etc.

Ils sont extraits de la collection des papiers Stuart aux Affaires étrangères des archives de la Guerre et de la Marine. L'auteur y joint des appréciations très justes et très curieuses.

1 vol. in-8° de 192 pages, chez Chapelot, 1901.

[2] Ce prince, tombé en discrédit auprès de ses partisans, venait de donner pleins pouvoirs à son fils aîné; c'était une sorte d'abdication.

[3] *Loc. cit.*, t. 54, f° 4.

débarquer en Angleterre qu'en trompant les Anglais. Il faut même que les bureaux français n'aient connaissance de rien, à cause des émissaires de l'ennemi, qui répandent libéralement l'argent. Les troupes seront composées des deux régiments irlandais et de soldats de marine, jusqu'à concurrence de cinq mille hommes : il est absolument indispensable d'y joindre deux mille dragons, qui se monteront en débarquant, pour éclairer l'armée et assurer les vivres.

Pour le transport, quinze à seize vaisseaux de guerre et autant de marchands suffiront. Afin de ne pas attirer l'attention, faire armer de petites escadres dans les ports de l'Océan, et par des particuliers, à qui le roi ferait l'avance des fonds nécessaires, sous prétexte de ranimer la course. Impossible de songer à Dunkerque pour le départ : ce port est trop surveillé et trop près de l'Angleterre. Brest sera le rendez-vous; on y fera passer secrètement par petits paquets les troupes à embarquer. Le point de mise à terre est d'un choix très délicat, parce que le trajet sera long et que les ennemis suivront sans doute l'escadre; le mieux est le canal Saint-Georges.

Le plan ne sembla point très pratique, et, d'ailleurs, toute l'attention du roi était concentrée sur la campagne qu'il dirigeait en personne dans les Pays-Bas autrichiens ; la victoire de Fontenoy, le 10 mai 1745, en abattant les Anglais hors de chez eux, fournit un excellent motif pour entreprendre quelque chose sur leur île. Charles-Édouard, décidé à entraîner la France en la mettant en présence du fait accompli, quitta en juillet les côtes de Bretagne sur une petite frégate. Quelques amis fidèles l'accompagnaient, ils débarquèrent sains et saufs en Écosse. Louis XV, instruit de cette équipée, lui avait donné son approbation, car personnellement il était plus partisan que jamais d'une nouvelle tentative de descente; mais son entourage se montrait assez rebelle à cette idée.

A peine débarqué, Charles-Édouard envoie en France le comte de Clancarty supplier le roi de lui adresser le plus tôt possible des hommes, des armes, des vaisseaux (17 août), et Louis XV

donne séance tenante l'ordre à M. de Maurepas [1] de préparer l'envoi de 6,000 hommes, soit en Angleterre, soit en Écosse, suivant le cas.

Le roi semble avoir adopté en ce moment une partie du plan anonyme soumis le 12 août, dont l'auteur, après avoir fait ressortir l'utilité d'opérer une diversion en faveur de Charles-Édouard, proposait d'armer à Calais et Dunkerque trente ou quarante bâtiments de commerce des plus grands, d'y distribuer deux cents canonniers de la marine avec leurs canons présents à Dunkerque; enfin, de placer sur chacun des vivres pour cent vingt hommes et pour un mois. Les troupes consisteraient dans six bataillons irlandais renforcées à environ mille hommes par bataillon et le régiment de cavalerie de Fitz-James, qui se rendraient secrètement de l'armée de Flandre à Dunkerque. Il est inutile de songer à faire coopérer l'escadre de Brest à cette affaire; on doit risquer l'envoi des transports au premier vent favorable.

L'originalité de ce plan consistait aussi en ce que, même en ne faisant pas partir le convoi, il resterait à Dunkerque comme une menace permanente pour les Anglais, qui seraient obligés de concentrer leurs troupes à Londres et donneraient ainsi libre carrière à Charles-Édouard. Si le roi se décidait à expédier le convoi, il aurait le choix entre l'Irlande, le canal Saint-Georges ou la Tamise, selon les circonstances [2].

Maurepas prit immédiatement ses dispositions et offrit à d'Argenson de risquer l'embarquement à Ostende et sur des bâtiments de commerce. Comme l'armée française était en Flandre, ce détachement se ferait très rapidement et sans éveiller l'attention des espions britanniques qui remplissaient les ports français; de plus nos ports se trouvaient alors comme bloqués par des escadres anglaises.

Le maréchal de Noailles [3] remit, le 19 septembre 1745, un

[1] Jean-Frédéric, comte de Maurepas, né en 1701, ministre de la maison du roi et de la marine à vingt-quatre ans, garda ces charges jusqu'en 1749.

[2] *Loc. cit.*, t. 54, f. 12.

[3] Adrien-Maurice de Noailles, maréchal de France, né en 1678, venait de

mémoire assez intéressant contenant ses vues personnelles sur la destination de ces troupes.

Selon lui, les avantages d'une descente sont les suivants : rappeler de Flandre les troupes anglaises, ce qui serait très intéressant pour les vues du roi; faire revenir des Indes les flottes anglaises, ce qui soulagerait notre commerce; enfin ébranler le crédit public anglais, au point que le Trésor ne pourrait plus se procurer les ressources nécessaires pour donner des subsides à l'Autriche.

Mais d'abord où débarquer? Pas en Écosse, à part quelques troupes de cette nationalité, car Charles-Édouard ne demande pas qu'on y aille; il réclame seulement des armes et des munitions; pas en Angleterre, où les jacobites sont moins nombreux et où Georges II peut le plus facilement organiser la défense. Reste l'Irlande, qui offre tous les avantages : d'abord les régiments irlandais au service de France y seront chez eux; le pays est catholique, donc il soutiendra nos troupes moralement et matériellement; l'Irlande étant à proximité de l'Espagne, cette nation pourra y envoyer facilement des renforts, et, considération plus sérieuse, la diversion produite ainsi en faveur de Charles-Édouard lui sera d'autant plus avantageuse qu'elle forcera les Anglais d'envoyer des troupes nombreuses au delà des mers, ce qui lui donnera les coudées franches en Écosse et dans le nord de l'Angleterre.

« Enfin, conclut Noailles, si on réussit moins promptement par l'Irlande, on ira avec plus de sûreté, moins de danger, et c'est ce qu'on doit désirer à tous égards[1]. »

Le projet du maréchal ne plut que médiocrement, car il semblait trop paradoxal, et Louis XV, instruit par les événements d'Irlande de 1690, voulait frapper au cœur de l'Angleterre; il ne s'arrêta pas non plus au plan de l'Irlandais Heguerty[2] pour

quitter le service; il était sur le point de partir pour l'Espagne, en qualité d'ambassadeur. Membre du Conseil, Louis XV l'avait en grande estime pour ses services militaires et diplomatiques.

[1] *Loc. cit.*, t. 52, f. 38.

[2] *Loc. cit.*, Angleterre, correspondance; t. 420, f. 376 et s.; 18 octobre 1745.

« renverser la Grande-Bretagne en opérant par la France un soulèvement en Irlande par des troupes qu'elle y ferait passer ».

III

Avant de rien décider, le roi avait envoyé, le 8 octobre, en Écosse le marquis d'Éguilles, pour constater *de visu* si nous avions des chances de réussir en appuyant Charles-Édouard. C'était une maladresse, car le temps passait, et si on voulait arriver à jeter des bataillons en Angleterre, il fallait l'essayer sans perdre un instant; l'expérience du passé le démontrait, et pourtant Louis XV échoua encore par excès de lenteur et de prudence.

Éguilles réussit à débarquer des armes et des munitions, et avec 31 hommes, ayant chacun trois fusils, deux sabres et les poches pleines de cartouches, enleva la petite ville de Montrose, puis rejoignit le prétendant. Le 27, d'Argenson reçut une lettre de lui annonçant la défaite du général anglais Cope, et le dessein de Charles-Édouard de marcher de suite vers l'Angleterre [1]. Louis XV donna des ordres pour faire passer en Écosse le régiment de Fitz-James, et quant au reste des troupes prêta une oreille favorable à un projet remis, le 8 octobre, par des jacobites de Londres, et l'invitant à opérer le débarquement de dix mille Français à Londres.

Le comte de Bussy eut vent de la chose; il écrivit à d'Argenson le billet suivant le 31 octobre :

« Ayant appris sous main qu'on proposait de débarquer des troupes du roi au port de Londres ou dans ses environs, j'ai fait le mémoire ci-joint, et j'ai cru que vous ne désapprouveriez pas cette marque de mon zèle [2]. »

Bussy revenait de Londres, où il avait été ambassadeur pendant huit années ; il connaissait donc la question mieux que personne ; et bien que son mémoire n'eut pas de suites, nous croyons utile

[1] *Loc. cit.*, t. 82, f. 128. Récit de d Éguilles sur son voyage en Écosse.
[2] *Loc. cit.*, t. 82, f. 166 et 170.

de l'analyser, à cause surtout de la compétence de son auteur.

. Il serait funeste, dit-il, de descendre à Londres, comme les jacobites nous convient à le faire, si nous n'y avons pas un parti considérable, ni aucune intelligence à la Tour ou à l'Arsenal.

D'abord, le débarquement serait immédiatement annoncé à cause du grand nombre de vaisseaux marchands qui sillonnent la Tamise jour et nuit, et un débarquement sans vaisseaux de haut bord pour le protéger est extrêmement dangereux. Supposons tout pour le mieux cependant; dix mille Français sont à terre; que feront-ils? Bussy sait pertinemment que Georges II a depuis longtemps envisagé cette éventualité et y a paré. Tout est prévu; ainsi, dès le 26 courant, il a fait revenir dans les faubourgs de la capitale et à Westminster toutes les troupes des environs. Les matelots des navires de commerce et de guerre, pour lesquels des armes sont prêtes à la Tour, seront joints aux troupes régulières; ajoutez à cela les sept ou huit cent mille habitants de Londres, dont un grand nombre se portera vers nos vaisseaux pour les incendier, aussitôt que nos soldats les auront quittés. Que deviendront les soldats du roi dans ce traquenard, en présence de forces si supérieures?

Non, une descente doit être une opération stratégique, combinée avec Charles-Édouard; il faut envoyer dix mille hommes dans le comté d'York [1], à la baie de Burlington. La mise à la côte est facile; cette baie n'est qu'à soixante lieues de Dunkerque ; le pays est jacobite ; dix mille hommes nous appuieront; il n'y a pas de troupes réglées dans le comté. Établis sur ce point, nous couperions les communications entre l'armée anglaise opérant en Écosse et sa base de ravitaillement, et même la prendrions entre deux feux; elle serait mise en déroute avant même que de combattre, et avec Charles-Édouard nous serions maîtres de l'Angleterre [2].

[1] Au nord-est de l'Angleterre sur les confins de l'Écosse.

[2] Rappelons que le 24 octobre Louis XV et Charles-Édouard, comme roi d'Écosse, avaient conclu un traité d'alliance offensive et défensive.

Tel était ce plan de Bussy, certainement un des meilleurs qui eussent été soumis à Louis XV. Quelques jours plus tard, il en reçut un autre du sieur Grossin de Gelacy, mais il ne figure pas dans les archives des Affaires étrangères. En même temps un anonyme représentait au roi les dangers insurmontables du passage de la mer, dans un moment où les Anglais avaient cinquante-deux vaisseaux de guerre sur la Manche, et l'impossibilité absolue de nous maintenir en Angleterre, au milieu d'un pays hostile, sans magasins, sans armes, sans communications régulières avec la France. Quant à débarquer à Londres, ce serait de la folie, nous serions écrasés sous la masse du peuple et des troupes, car tout est prévu [1].

Quelle que soit la destination à laquelle on se serait arrêté au dernier moment, les préparatifs de l'expédition étaient poussés à Dunkerque avec la plus grande activité, dans le courant de novembre 1745. Le duc d'York, frère cadet de Charles-Édouard, devait partir avec les troupes qui étaient sous le commandement du duc de Richelieu.

La flottille de transports devait se rendre de Dunkerque à Boulogne avec son chargement complet ; l'embarquement des troupes se ferait dans ce dernier port, où les bataillons étaient attendus.

Malheureusement tout cela prit du temps. Le 19 décembre, Richelieu fit part à d'Argenson de ses craintes, car l'amiral anglais Vernon était dans le voisinage ; mais comme après tout la traversée serait très courte, on pourrait, si le vent soufflait favorablement, atterrir avant l'apparition de la flotte ennemie. Le manifeste à publier en Angleterre était prêt. On avisait d'Éguilles en Écosse du départ imminent des troupes.

La fatalité s'en mêla ; les soixante bateaux quittèrent Dunkerque par bon vent, mais furent surpris par deux corsaires anglais, qui les attaquèrent hardiment. Dix-sept se jetèrent à la

[1] *Loc. cit.*, t. 82, f° 173, et Correspondance, t. 420, f°s 521 et 530, lettres particulières de notre correspondant à Londres des 28 et 31 décembre 1745.

côte, près de Calais; de ce nombre quelques-uns sautèrent, les autres s'engloutirent ou furent pris [1].

Le reste parvint à destination, mais c'était un bien mauvais présage, et on manqua de courage au dernier moment. Les chefs de l'armée de terre, peu habitués à la mer, considéraient une traversée de quelques heures comme un voyage en Amérique. Ce qui prouve que malgré la perte de dix-sept bâtiments, on pouvait opérer le passage, c'est une lettre écrite par l'amiral Vernon, le 31 décembre 1745, à bord du *Norwich*, aux Dunes, et adressée à M. Norris, commandant le château de Deal.

« Par les avis que j'ai eu hier soir de Dunkerque, que les ennemis en avaient fait partir un grand nombre de petits vaisseaux, dont plusieurs chargés de munitions, canons, etc., que les troupes irlandaises étant portées de Dunkerque vers Calais, le général Lowendahl et plusieurs autres officiers généraux étaient à Dunkerque, je ne puis douter qu'ils ne se préparent à faire une descente et j'ai lieu de croire qu'ils ont dessein de le faire à Dungeness. Supposez que le vent et le temps continuent de leur être favorable pour la descente, *comme il m'est impossible, cela étant, de les empêcher de gagner la terre*, j'ai cru qu'il était de mon devoir de vous en avertir [2]. »

Suivaient quelques indications sur les mesures à prendre pour réunir les gens du pays.

L'amiral Vernon considérait donc le passage des transports comme certain si le vent tenait; or le vent ne changea point; sa lettre écrite de Douvres, le surlendemain 2 janvier 1746 [3], le constate. On y lit : « Nous sommes assez forts dans les Dunes, nous y avons douze vaisseaux ; mais par le vent qu'il fait aujourd'hui, ils ne peuvent bouger. C'est plus que je n'ose espérer, si nous empêchons les Français de débarquer. Par les transports que nos corsaires ont pris le 19 décembre, les Français ont fait un choix admirable de bateaux propres à leur débarquement. »

[1] Détails sur cet incident. *London Gazette* des 17-21 décembre 1745.
[2] *Loc. cit.*, t. 54, f° 72.
[3] *Loc. cit.*, t. 54, f° 73.

Cet aveu de nos ennemis est à enregistrer et il fait regretter la timidité excessive de nos généraux.

Le 5 janvier, d'Argenson reçut une lettre de Londres, disant que le retard de l'embarquement ruinait l'entreprise. Effectivement l'escadre anglaise ne cessa plus de croiser entre Dunkerque et Boulogne.

Nos troupes demeurèrent encore quelques mois sur le littoral, car Louis XV espérait un heureux hasard, qui permettrait de passer. Quelques corsaires avec des armes, de l'argent et des officiers sans troupes s'échappèrent et gagnèrent le large. Les régiments de Fitz-James et de Clark passèrent sans encombre d'Ostende en Écosse; mais aussi quatre bâtiments revinrent sans avoir pu débarquer, parce que le duc de Cumberland gardait la côte.

Le 6 avril 1746, Louis XV écrivait à d'Éguilles que tout espoir n'était pas encore perdu; mais le 16, la défaite de Charles-Édouard à Culloden anéantit son entreprise, et les projets de descente furent abandonnés.

Cela n'empêcha point d'Heguerty et Charles-Édouard de présenter de nouveaux plans en 1746 et 1747 [1]; mais la guerre se décidait en Hollande en notre faveur et la paix d'Aix-la-Chapelle la termina bientôt.

IV

Pendant les premières années qui suivirent la trêve de 1748, le commerce français prit une extension considérable, et Louis XV s'efforça d'améliorer la marine de guerre.

Il serait parvenu à la rétablir sur un pied respectable, si l'inqualifiable agression des Anglais, en pleine paix, n'était venue le forcer de recommencer la lutte (23 janvier 1756).

Pour venger l'honneur de la France et porter un coup sensible à l'ennemi, le roi songea de suite à opérer une descente en Angleterre, car il était toujours très partisan de cette idée. Nous allons voir au cours de la guerre de Sept ans les projets se

[1] *Loc. cit.*, t. 75, f° 277.

succéder en grand nombre, et témoigner ainsi de l'intérêt que cette invasion excitait partout. Mais ce qui les caractérise, c'est qu'ils sont totalement indépendants du rétablissement de Charles-Édouard sur son trône. La France ne chercha qu'à tirer vengeance des insultes que les Anglais lui avaient faites et pas autre chose.

Avant même que la guerre fût officiellement déclarée, un personnage originaire du Canada, se donnant comme médecin et sous le nom emprunté de Linsky, se présentait, au mois de décembre 1755, chez de Saint-Sauveur, notre commissaire de la marine à Amsterdam, et lui proposait un plan de soulèvement et d'invasion de l'Angleterre. Saint-Sauveur envoya Linsky à Rouillé, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Des conférences eurent lieu à Versailles, et le Canadien remit deux mémoires, les 26 et 31 janvier 1756, au ministre et à Ledran[1]. Il soutenait qu'un parti puissant de seigneurs mécontents, habitant le sud-ouest de l'Angleterre et ayant à sa tête le duc de Newcastle, était prêt à se soulever, si le roi voulait débarquer des troupes dans leurs parages. Il ajoutait que, vu la force actuelle de sa marine, Louis XV pouvait le faire, en livrant s'il le fallait un combat naval, qui s'il était favorable permettrait le débarquement. Si ce plan ne convenait pas, les Français avaient le loisir de débarquer à Rye sur la côte sud, à quatre jours de Londres, et de rejoindre les révoltés ensuite.

« Si 30,000 Français prennent pied à Rye, la révolution sera générale, » disait Linsky, mais il ne donnait pas de renseignements sur l'exécution du plan ; par contre, il s'étendait avec complaisance sur les intelligences que nous rencontrerions dans le sud de l'Angleterre[2].

On sait que Louis XV préféra, quelques mois plus tard, engager la glorieuse mais stérile conquête de Port-Mahon ; puis il envahit l'électorat de Hanovre pour punir Georges II. Mais les

[1] Premier commis aux Affaires étrangères de 1725 à 1762, mort en 1774.
[2] Mémoire de Ledran sur un projet de soulèvement et d'invasion de la Grande-Bretagne. *Loc. cit.*, t. 58, f° 4 et suivants.

échecs éprouvés en Allemagne, l'évacuation de Hanovre en 1758, la mauvaise situation de nos généraux dans l'Inde et au Canada, et par-dessus tout le débarquement des Anglais près de Saint-Malo, remirent en faveur les idées d'invasion de l'Angleterre. La descente des ennemis sur notre sol, encore qu'elle eût été suivie d'une victoire pour nos armes, était une insulte qui devait être vengée par un procédé analogue.

Mentionnons, en passant, le long « mémoire sur la Nouvelle York, où l'on fait revivre l'idée de Louis XIV pour attaquer cette colonie et pour s'en emparer, fait en 1758, par le sieur Vivant de Maissagues », et qui débutait par cette fière devise :

Quicumque mundo terminus obstitit
Hunc tanget armis... Galliâ[1].

Plus sérieux sont les trois mémoires du chevalier Douglas[2], dont le premier, daté de janvier 1759, commence par déclarer qu'une descente en Angleterre, pendant cet hiver, et le plus tôt sera le mieux, finira la guerre sur le continent. Elle est possible parce qu'il n'y a en Angleterre que 10,000 hommes susceptibles de tenir la campagne; le peuple est mécontent de la guerre et murmure; les flottes sont éparpillées sur toutes les mers.

Douglas n'en dit pas davantage, mais un mois plus tard, il envoie un second mémoire, « où l'on tâche de faire voir qu'une descente dans l'île britannique est facile dans l'exécution, peu coûteuse et plus décisive que toute autre opération de guerre contre l'Angleterre. » L'armée anglaise est nulle comme valeur militaire, ses chefs sont des incapables; le crédit de l'Angleterre est très fragile, à cause de la trop grande masse de son papier en circulation. Il faut frapper au cœur; un débarquement serait la faillite. La banque aurait sauté, en 1745, si Charles-Édouard avait dépassé Derby d'une seule journée de marche. Que serait-ce si les Français débarquaient? Pour y réussir, Douglas présente un plan très original et qui mérite l'attention. D'abord

[1] *Loc. cit.*, t. 54, f[os] 37 et 55.
[2] *Loc. cit.*, t. 54, f[os] 59-74 et suivants.

« il faut faire une feinte sur les côtes de Picardie et de Flandre, pour attirer les Anglais de ce côté, car ils n'ont jamais pensé que nous pussions débarquer en nombre autre part que dans le sud-est de leur île. Alors, la flotte française, escortant des transports avec trente mille hommes, partira de Brest et atterrira à Bristol, où vingt-cinq mille débarqueront.

« Bristol est la seconde ville d'Angleterre, c'est la plus riche après Londres. Elle n'a que cent hommes de garnison, son port contient toujours de cinq à six cents bateaux marchands, quelquefois le triple; elle n'est pas fortifiée. La route jusqu'à Londres ne traverse aucune rivière, mais un pays très fertile et populeux : donc inutile de prendre des vivres; les paysans sont hostiles à la maison de Hanovre, les Gallois se révolteront sur notre gauche et la couvriront. La capitale, affamée et épouvantée, se soumettra sans lutte. »

Comme si ce n'était pas assez difficile de procéder à une seule descente, Douglas conseillait d'en faire *trois* autres en même temps. Quelques bataillons, jetés à Liverpool, à peu de distance au nord de Bristol, feraient une heureuse diversion; cinq mille hommes, escortés par cinq ou six vaisseaux, quitteraient Bristol et iraient soit à la baie de Solway, soit près de Glascow. Enfin, les troupes réunies en Picardie, pour faire la feinte indiquée au début, s'embarqueraient à leur tour et atterriraient soit à Newcastle, sur la côte nord-est, soit à Dunbar, près d'Édimbourg, pour donner la main, à travers l'Écosse, à leurs camarades débarqués à Glascow.

Le troisième mémoire, remis en avril, donnait quelques indications complémentaires sur cette dernière partie [1].

Certes, le plan était grandiose, il dut émouvoir le roi, mais le projet remis en même temps par d'Heguerty [2] semblait bien plus pratique et surtout plus simple.

Constatons qu'à cette époque les Anglais s'attendaient

[1] Un projet militaire pour un débarquement dans l'île britannique le complétait. Douglas, *loc. cit.* Angleterre, corresp., t. 442, f° 112, 13 juin 1759.
[2] *Loc. cit.*, t. 54, f° 93.

tellement à une descente que leurs gazettes en discutaient les chances. Elles reconnaissaient que la traversée pouvait s'opérer facilement en partant des ports de Normandie et de Picardie sur des bateaux de pêche et dans les trois conditions suivantes : par un vent du sud très violent, c'est-à-dire en quelques heures; par une nuit obscure ou en temps de brume; par un calme absolu, à la rame et même en vue de la flotte anglaise, immobilisée par le manque de brise. « Cinq cents pêcheurs peuvent porter cinquante mille hommes, et si ce malheur arrivait, serait-il temps alors de dire : qui l'aurait pu croire? »

Pourquoi ne pas tenter ce que les ennemis nous indiquent eux-mêmes? disait d'Héguerty au roi; puis il nous croit déjà à Londres et s'amuse sur de longues pages à énumérer les conditions draconiennes de la paix que nous imposerions à l'ennemie héréditaire; naturellement l'Espagne pourrait participer à la gloire et au profit de l'opération.

En résumé, cinquante mille hommes doivent par ce moyen s'embarquer à Boulogne, Ambleteuse et Calais, et prendre terre à Rye ou même à Malden, en Essex, afin d'éviter le passage de la Medway dans leur marche sur Londres.

Avec les trois projets que nous venons d'analyser, commence la série des plans à gros effectif de débarquement.

Celui du comte Leslie, du 13 juin 1759 [1], ressemble assez au plan de Douglas; « il a été formé dans la spéculation que la cour de France fournirait un secours de 25,000 hommes pour l'Angleterre et 6,000 pour l'Écosse, avec des forces navales suffisantes pour en assurer le transport et le débarquement, ainsi que des armes, de l'argent et de l'artillerie. » D'abord, on doit faire un simulacre d'embarquement à Dunkerque, puis partir de Brest et atterrir au premier endroit qu'on rencontrera sur la côte ouest; mais le plus convenable est le havre de Milford, dans le comté de Pembroke. Suit une description minutieuse de la route jusqu'à Londres. Quant aux 6,000 hommes destinés à

[1] *Loc. cit.*, t. 54, f° 99. Leslie est un prête-nom; l'auteur est le comte de Blantyre.

l'Écosse, ils partiraient aussi de Brest, sous la protection de la même flotte que les autres, mais s'en sépareraient lors du débarquement et sous la protection de trois vaisseaux ; les transports, doublant au besoin l'Irlande, iraient les porter à Greenock, à l'embouchure de la Clyde. Afin que ces six mille hommes ne soient pas trop en l'air, Leslie opine pour que quatre mille soldats partent de Dunkerque et débarquent à Montrose, au nord-est de l'Écosse.

En dernier lieu, il attire l'attention sur ce fait que la côte la plus proche de la France est la plus difficile à toucher, parce que Plymouth et Portsmouth sont les rendez-vous des flottes anglaises et que tout y est prévu pour repousser un débarquement.

C'est parfaitement vrai, car toutes les fois que nous avons pu débarquer, ce fut soit en Écosse, soit en Irlande.

Leslie représentait en France les seigneurs écossais mécontents, et servait d'intermédiaire entre eux et Choiseul. Il demanda quels étaient les sentiments du roi à leur égard, et le 15 juin le ministre lui donna les assurances requises, en ajoutant que le jeune frère de Charles-Édouard accompagnerait l'expédition que le roi préparait pour l'Écosse ; quant au prétendant, il avait fait des démarches pour être mis au courant de ces préparatifs, mais on ne voulait rien lui confier, « parce qu'il n'avait pas la tête assez bien faite pour que l'on puisse diriger une opération considérable sur ses avis. » On trouverait pourtant à l'utiliser plus tard [1].

Le 14 juillet 1759, le duc de Choiseul lut, au Conseil du roi, un mémoire que nous devons analyser à cause de son importance historique et des grands projets qu'il mentionne [2], projets qui ont servi de modèle aux tentatives de descente postérieures.

Il débute par tracer un tableau très noir de notre situation extérieure : notre commerce d'outre-mer ruiné, la perte du Canada certaine pour cette année, nos établissements d'Afrique anéantis ou enlevés par les Anglais ; dans les Indes, notre position n'est pas si avantageuse que l'on s'en flatte, malgré les succès de Dupleix ; tout appel aux neutres et alliés, pour former

[1] *Loc. cit.*, correspondance, t. 442, f[os] 119 et 136. 13 et 16 juin 1759.
[2] *Loc. cit.*, mémoires et documents, t. 54, f° 144.

une ligue contre les Anglais, restera vain. L'Espagne demeure dans l'expectative; d'ailleurs, nous n'avons pas de traité avec elle, concernant la défense de nos colonies réciproques.

On a essayé toutes les formes possibles de faire la paix avec l'Angleterre, ce qui n'a eu pour résultat que de dévoiler notre faiblesse; la guerre en Allemagne s'éternisera et n'aboutira à rien. « Il me reste à mettre sous les yeux du roy le détail du projet qui a été formé par M. le maréchal de Belle-Isle et à demander que Sa Majesté marque, par un ordre décisif, sa volonté sur une entreprise aussi considérable. Elle se divise en quatre parties, unies l'une à l'autre :

« 1° Les opérations de l'armée d'Allemagne et leurs quartiers d'hiver; nous y laisserons cent mille hommes, dont soixante mille contre le Hanovre.

« 2° Soixante bataillons, quarante escadrons, deux mille dragons iront en Angleterre. Pour les transports, on construit actuellement deux cent vingt-cinq bateaux plats allant à la voile et à rames, inventés par le constructeur Grogniard, essayés par Berryer [1], et trouvés excellents. Ils ont quatre pieds de tirant, un canon à l'avant, un à l'arrière; cent d'entre eux porteront l'infanterie, cent vingt-cinq porteront la cavalerie, à raison de cinquante chevaux par bateau; d'Hérouville a été au Havre surveiller les essais d'embarquement et de débarquement; chaque opération n'a pris que six à sept minutes par bateau.

« En outre, on frètera au Havre cent transports de commerce, pour les vivres, le matériel, l'artillerie et l'hôpital. Enfin, douze prames à la Suédoise, portant chacune vingt-quatre canons de 36 et deux mortiers, seront de véritables batteries flottantes qui protègeront le passage et, une fois en Angleterre, défendront nos bateaux contre les tentatives d'incendie. En somme, ces trois cent trente-sept bâtiments porteront quarante-huit mille hommes au moins, avec des vivres pour trois mois.

« Le point de départ n'est pas encore fixé, mais Choiseul

[1] Sous-secrétaire d'État à la Marine de 1758 à 1761, lieutenant de police de Paris de 1743 à 1753, et tout dévoué à Mme de Pompadour.

demande que ce soit le Havre, plutôt que Dunkerque, pour les raisons suivantes : on cantonnera les troupes dans les environs de Rouen, on les embarquera sur la Seine et elles descendront jusqu'au Havre sans difficultés. Il est plus facile de faire venir les cinquante bateaux construits à Dunkerque, de ce port au Havre, que de conduire en Flandre les cent soixante-quinze autre bâtis à l'embouchure de la Seine. Enfin, l'embarquement peut s'exécuter au Havre en un jour, tandis qu'il en faut quinze pour partir de Dunkerque. Le maréchal de Soubise commandera l'armée d'invasion.

« La mise à terre aura lieu à Portsmouth, où les Anglais nous attendent moins qu'aux Dunes; on détruira l'arsenal de Portsmouth, et ce port servirait à nos communications avec la France. Le départ est fixé au mois de novembre prochain.

« 3° Envoyer en Écosse vingt-quatre bataillons et un régiment de dragons, qui partiront de Brest en septembre sur des transports frétés ; ils seront escortés par une partie de la flotte de M. de Conflans, actuellement en armement à Brest. Le duc d'Aiguillon[1], qui dirigera cette force, mande qu'il a trouvé en Bretagne tout le nécessaire. Il débarquera à hauteur de Glasgow et ira s'emparer d'Édimbourg, où il aura un point d'appui pour communiquer avec Dunkerque. Si le grand projet du Havre échoue, d'Aiguillon, renforcé par les Écossais, passera l'hiver parmi eux, et nous lui enverrons des renforts successifs, pour descendre en Angleterre au printemps prochain. On a pris des précautions pour que les Écossais l'accueillent bien, et on négocie avec la Suède pour qu'un corps de Suédois passe de Gothenbourg en Écosse.

« Cette expédition a le grand avantage d'opérer une puissante diversion à la grande opération, en même temps qu'elle peut devenir l'opération principale, et les Anglais nous feront des propositions de paix. Partant en septembre, elle détournera leur

[1] Célèbre pour avoir jeté à la mer, à Saint-Cast, les Anglais qui avaient débarqué l'année précédente à Saint-Malo.

attention des préparatifs d'embarquement au Havre deux mois plus tard.

« 4° Des vingt-deux vaisseaux de M. de Conflans, six iront en Écosse, comme nous l'avons dit plus haut. Avec les seize autres ayant à bord huit bataillons de ligne, cet amiral sortira de Brest et ouvrira en mer un ordre cacheté lui prescrivant d'aller à la Martinique. Il tâchera de battre l'amiral Moore, de prendre la Guadeloupe, Marie-Galante et même la Jamaïque.

« Je soutiens, conclut Choiseul, que si des quatre branches du projet nous pouvons nous rendre certains du succès de deux, notre position vis-à-vis des ennemis sera infiniment meilleure qu'elle se trouve actuellement.

« La flotte de Brest n'est pas utile pour le passage de la flottille ; c'est le coup de vent saisi qui décidera de l'entreprise, et nos douze prames valent des vaisseaux de guerre. L'idée d'avoir la flotte nous jetterait dans les embarras à une combinaison que je regarde comme impossible ; c'est pourquoi elle sera mieux en Amérique pour retenir celle que les Anglais y ont.

« La flotte armée à Toulon recevra plus tard des ordres du roi ; le corsaire Thurot, avec quinze frégates et quinze cents volontaires, partira le mois prochain faire des entreprises sur les côtes anglaises et nous préparer les voies. »

Tel est ce plan Choiseul-Belle-Isle, très bien imaginé à coup sûr et prophétique sur le dernier point de la difficulté de faire coopérer la flotte au passage de l'armée d'invasion.

V

Remis à chacun des membres du Conseil, ce plan donna lieu à une série d'observations et de contre-projets dont voici le résumé :

Silhouette [1] fait l'éloge du travail de son collègue et ajoute que les Anglais, malgré leurs flottes, ont peur, puisqu'ils

[1] *Loc. cit.*, t. 54, f° 147. Mémoire du 15 juillet 1759. Étienne de Silhouette, contrôleur des finances en 1757. Auteur de plusieurs ouvrages politiques et historiques, mourut en 1767.

prennent des précautions sur leurs côtes; les anciennes descentes, notamment celle de Henri VI, sous Louis XI, prouvent qu'on peut atterrir. Cette opération hasardeuse est aujourd'hui nécessaire, car l'inaction est une honte pour la France. Seulement, on n'en peut fixer le temps; d'Aiguillon ne partira de Brest que dans le moment où la flotte anglaise ira se ravitailler, c'est-à-dire pas avant l'hiver et à la suite d'un coup de vent qui aura chassé les ennemis de la haute mer. En conséquence, Soubise ne pourra passer la mer que beaucoup plus tard et attendra des vents du sud ou sud-ouest, qui règnent surtout l'hiver. Le point le plus convenable à la descente est à l'ouest de l'île de Wight; de là, on gagnera Portsmouth par terre, afin de tourner les défenses du port. Silhouette est aussi très favorable à l'envoi de la flotte aux Antilles, ainsi qu'aux négociations avec la Suède; quant au Prétendant, il ne faut pas s'en occuper, car notre but en Angleterre est de détruire et le sien serait de conserver. Malgré la détresse de nos finances, le roi doit faire la descente.

M. de Puysieulx [1] approuve le plan sans restriction; l'Europe connaît ce projet depuis plusieurs mois, il a été longtemps examiné; c'est notre dernière carte, il faut la jouer de suite.

Le maréchal d'Estrées, dans son mémoire sur les entreprises projetées contre l'Angleterre [2], commence par regretter qu'on n'ait pas tourné plus tôt ses vues sur l'augmentation de la marine; puis il accepte le projet Choiseul dans son ensemble, mais en fait la critique point par point. D'abord, dit-il, les Anglais sont instruits de tout, et ils croiseront pour empêcher nos transports d'aller de Dunkerque au Havre; puis, on doit s'attendre à ce qu'il y ait bataille à la sortie de Brest des bâtiments destinés à l'Écosse; de son issue dépendra le succès de l'expédition; si notre flotte est battue, tout le plan est renversé, en ce qui concerne l'Écosse; si on parvient à y débarquer, nos troupes seront aux prises avec toutes les difficultés de l'hiver. Quant au grand

[1] *Loc. cit.*, t. 54, f° 164. 16 juillet 1759. Puysieulx, ancien négociateur en Hollande, fut plus tard ministre des Affaires étrangères.

[2] *Loc. cit.*, t. 54, f° 167. 16 juillet 1759.

débarquement, il faut un vent très favorable, puis il y aura toujours à l'île de Wight une escadre anglaise d'au moins douze vaisseaux, prête à mettre à la voile, et quelques frégates croiseront sans cesse devant le Havre quelque temps qu'il fasse. Peut-on espérer que trois cent trente-sept bâtiments passeront sans être aperçus et sans rencontrer l'escadre ci-dessus indiquée? Non, elle les surprendra, et étant plus mobile les coulera malgré les prames. Il faut une grande escadre pour protéger le passage. Mais supposons que tout marche à souhait; nous voilà débarqués; le siège de Portsmouth au cœur de l'hiver sera chose difficile, et comment cantonner s'il gèle? Supposons encore cette place enlevée, et après? Les généraux ennemis éviteront le combat, feront traîner la guerre, toutes les flottes anglaises seront rappelées dans la Manche et couperont notre corps expéditionnaire de sa base d'opérations. « Si la guerre n'est pas terminée avant l'arrivée de ces flottes, il est aisé de prédire le sort que pourrait éprouver l'armée française. »

Cette dernière critique est absurde; on n'aurait qu'à laisser quelques troupes pour masquer Portsmouth et avec cinquante mille hommes marcher droit sur Londres, l'atteindre en cinq marches et y dicter la paix. Une fois sur le sol anglais, rien ne pouvait nous empêcher de le faire, et il n'y avait pas de lutte possible en rase campagne entre les deux armées.

Pourtant d'Estrées ne déconseillait pas l'opération, mais la subordonnait au succès de l'expédition d'Écosse confiée à d'Aiguillon.

Le maréchal de Soubise[1] acceptait tout, sauf deux points : « Premièrement, s'embarquer au Havre, c'est indiquer assez nettement aux Anglais que nous allons à Portsmouth; en partant de Dunkerque, il est plus aisé de cacher le lieu de débarquement, car ils craindront pour Douvres, la Tamise et toute la côte orientale, y compris l'Écosse. Je vais à Dunkerque et rendrai compte de l'état du port et dirai s'il est possible d'y rassembler les trois

[1] *Loc. cit.*, t. 54, f° 182. 18 juillet 1759.

cent trente-sept bâtiments. Deuxièmement, la traversée ne peut se risquer sans la présence de la grande flotte de Brest. » Ce en quoi Soubise était d'accord avec d'Estrées et contraire à Choiseul.

Il était intéressant de savoir ce que pensait Berryer, ministre de la marine [1]. Il fut absolument de l'avis de ces deux maréchaux et *subordonnait tout à la présence de la flotte;* seulement pourra-t-elle entrer dans la Manche et arriver au temps fixé pour le passage? Et si elle n'arrive pas, Soubise hasardera-t-il la traversée sans escorte? « Les prames seront très utiles, mais je doute qu'elles soient prêtes ; quant aux bateaux plats, on ne les aura pas avant la fin d'octobre et les opérations ne pourront être engagées que l'hiver. Il faut tenter l'affaire malgré tout, car l'inaction est le pire des maux. » Consulté sur le concours que la marine donnerait à ces plans, Berryer avait écrit ceci quelques jours auparavant : « Puisque le Roy ordonne à la marine de dire nettement ce qu'elle pense sur les trois objets qui ont rapport à elle dans le mémoire de M. de Choiseul, elle commencera par convenir que ces trois projets sont grands, nobles et qu'il est bien à désirer qu'ils puissent réussir. Mais elle observe en même temps que le temps est court et précipité, les moyens faibles et l'ennemi puissant. Cependant, elle ne manquera jamais de courage pour concourir, en tout ce qui dépendra d'elle, au bien de l'État, et elle fera tout ce que l'humanité peut faire pour parvenir à ce but. Elle approuve le projet sur l'Écosse, le départ de la Seine, avec l'escorte de douze prames, et le voyage de la Martinique [2]. »

L'opinion du ministre compétent prévalut et le roi décida que la flotte entière de M. de Conflans sortirait de Brest, pour protéger le passage du Havre à Portsmouth. Tout était prêt au commencement de novembre, mais l'amiral Hawke croisait

[1] *Loc. cit.*, t. 54, f° 194. Donné le 22 juillet et lu au roi au conseil. Berryer, nommé, à la fin de 1755, commandant général des côtes maritimes de l'Océan, avait conseillé dès ce moment de tout préparer à loisir pour une descente à exécuter dans deux ans ; mais on ne tint pas compte de ses avis.

[2] *Loc. cit.*, t. 54, f° 112.

devant Brest. Enfin, de Conflans prit la mer avec vingt et un vaisseaux le 14 novembre; la fortune le trahit et la bataille perdue à l'embouchure de la Charente fit abandonner ce plan d'invasion, le plus complet, le mieux combiné que la France ait jamais fait jusqu'à ce moment[1].

Notons, en passant, un second projet[2] du sieur Grossin de Gelacy, présenté le 9 août 1760, qui est un exposé verbeux de considérations personnelles sur les Anglais, mais ne contient rien de nouveau quant aux moyens d'exécution.

L'entrée de l'Espagne dans la lutte, la conclusion du pacte de famille, détournèrent momentanément Louis XV de ses projets de descente; il espérait atteindre l'ennemi autrement et il ne prêta aucune attention aux offres d'un aventurier qui lui demandait six mille hommes d'élite, et promettait de les transporter « en Écosse sans dépense, sous un masque impénétrable, et d'entraîner les Écossais au milieu de l'Angleterre[3] ».

VI

Il est curieux de constater que la désastreuse paix de 1763 n'interrompit point la discussion des projets d'invasion de la Grande-Bretagne; Louis XV y pensait toujours[4].

[1] On avait adjoint à d'Aiguillon pour l'expédition d'Écosse le sieur O'Dunne, comme ministre plénipotentiaire, afin de pouvoir écouter les propositions de paix que les Anglais pourraient lui faire après son débarquement. (Mémoire pour servir d'instruction au duc d'Aiguillon, commandant le corps des troupes françaises destinées à l'Écosse, du 10 septembre 1759. Mémoire pour le sieur O'Dunne et pleins pouvoirs du roi pour les deux personnages. *Loc. cit.*, corresp., t. 442, f[os] 174 et 181.) Le manifeste à lancer aussitôt après le débarquement en Écosse annonçait qu'il n'y aurait pas pillage, que tout serait payé. Leslie venait de repasser dans ce pays; vingt-trois seigneurs et un grand nombre de gentilshommes s'étaient engagés à nous aider avec leurs clans.

[2] Le premier avait été donné en 1745, voir plus haut. Grossin était colonel au service de la maison Stuart depuis le 19 décembre 1723. *Loc. cit.*, t. 54, f° 198.

[3] Mémoire anonyme du 20 mars 1762, *loc. cit.*, t. 54, f° 203.

[4] Voir notamment à ce sujet Boutaric, *Correspondance secrète de Louis XV*, t. I, f° 141.

Les meilleurs esprits considéraient la paix comme une trêve que les Anglais rompraient à la première occasion, et ils songeaient d'avance à en tirer vengeance.

Les archives contiennent un projet anonyme, sans date exacte, mais un peu postérieur à la paix de 1763, que nous ne pouvons passer sous silence, parce qu'il contient des vues absolument nouvelles et offre, peut-être, le seul moyen de vaincre l'Angleterre chez elle [1].

« Il faut, dit-il, attaquer Londres ; tout dépend du secret et de la promptitude, et *en pleine paix, sans déclaration de guerre.*

« Les Anglais nous ont enlevé des convois en 1755 de cette manière ; de même en 1762, un de leurs amiraux, ayant la déclaration de guerre contre l'Espagne dans sa poche, saisit les galions du Pérou, qui naviguaient paisiblement, se croyant en paix.

« Ce que les ennemis ont fait, faisons-le, ce sera de bonne guerre et juste, après tout. » Partant de ce principe, qui se peut discuter avec toute autre nation qu'avec l'Angleterre, l'auteur constate : « Nous sommes en pleine paix ; il y a huit mille hommes en Angleterre, six mille en Écosse, douze mille en Irlande ; les trente mille miliciens ne peuvent être mobilisés qu'en douze jours, ce qui sera impossible si mon plan est exécuté. Il faut d'abord savoir combien il y a de barques de pêche et autres dans chaque port de nos côtes de Dunkerque en Bretagne. Ce point connu, on dirigera par détachements soixante mille hommes vers les principaux ports, on les y embarquera de manière que toute l'infanterie passe en un seul jour et simultanément de Normandie et de Flandre en Angleterre. Chaque homme portera avec lui six jours de vivres et des munitions ; la cavalerie et l'artillerie partiront les jours suivants sur des transports marchands.

« Un corps partant de Dunkerque débarquera sur la Tamise, à hauteur et à deux lieues de Chatam, qui est peu fortifié, et l'emportera par un coup de main. Trois ou quatre vaisseaux et quelques frégates, qui auront accompagné le convoi, se placeront

[1] *Loc. cit.*, t. 54, f° 211.

à l'entrée de la Tamise, et au besoin y couleront des marchands pour la fermer.

« En même temps, de Calais et Boulogne, un second corps passera aux environs de Douvres, étant les barques pourront faire en été deux voyages dans la même journée (?). Le troisième corps d'armée ira de Normandie à Portsmouth, et le quatrième de Bretagne à Plymouth.

« Nos trois corps d'infanterie débarqués à Chatam, Douvres et Portsmouth, marcheront droit sur Londres, vivant sur le pays; la cavalerie et l'artillerie les rejoindront.

« Quant au quatrième corps, comme il ne pourra, à cause de la distance, coopérer avec les trois autres, il partira avec ses chevaux et ses trains sur des bateaux marchands. »

Ce plan dut rendre Louis XV rêveur : il répondait si bien à ses secrets désirs; mais que deviendrait cette réputation de roi chevaleresque à laquelle il avait déjà tant sacrifié, s'il y allait soixante mille hommes en Angleterre sans déclaration de guerre préalable? Il songea à des moyens plus loyaux, même envers un ennemi qui ne l'était point.

Ici, le chevalier (ou la chevalière) d'Éon entre en scène. Ce personnage était secrétaire du duc de Nivernais, envoyé à Londres, à la fin de 1762, pour négocier la paix. Durand leur était adjoint en qualité de ministre plénipotentiaire. Affligé de la dureté que les Anglais nous témoignaient au cours des négociations, Durand s'en ouvrait au comte de Broglie, alors en exil dans ses terres de Normandie, avec son frère le maréchal, et lui disait qu'il croyait utile de préparer, dès maintenant, un débarquement considérable de troupes, en vue d'une nouvelle guerre. Broglie lui conseilla d'en parler au roi par l'intermédiaire du cabinet secret. Tercier[1] servit d'intermédiaire et Louis XV ne tarda pas à laisser connaître ses intentions favorables. Broglie écrivit à Tercier, le 8 mars 1763[2], que d'Éon

[1] Dirigeait à cette époque le fonctionnement de la correspondance occulte entre Louis XV et certains de ses ministres à l'étranger.

[2] *Loc. cit.*, t. 59, f[os] 86 et suivants.

« était très apte à examiner les moyens et à les disposer selon les vues du Roy. J'ai de plus un homme, du zèle et de l'attachement de qui je puis compter comme de d'Éon et qui serait on ne peut plus propre à suivre l'idée de Durand sur une descente future en Angleterre. C'est un nommé La Rozière, qui a fait de bonnes cartes de la Hesse, ancien aide de camp de mon frère et ensuite sous mes ordres. En deux ou trois ans, il connaîtrait toutes les côtes d'Angleterre et nous procurerait les plans les plus exacts... Durand a bien raison de dire que ce n'est pas avec des bateaux plats et tous les moyens encore plus plats qu'on a employés dans cette guerre qu'il faut songer à une descente. Il faut une marine assez forte et le concert avec l'Espagne, et cinq ou six ans pour préparer tout dans l'obscurité ».

Huit jours plus tard, il mandait à Tercier : « Je ferai un gros mémoire que j'enverrai à Durand, pour qu'il le corrige; il faudra le communiquer à d'Éon pour qu'il y joigne ses remarques et il sera mis sous les yeux de Sa Majesté. »

Le choix de d'Éon plut beaucoup à Louis XV et il le fit savoir à Tercier par un billet du 17 mars. Le 3 juin, il informa officiellement d'Éon de cette mission nouvelle et lui envoya des instructions spéciales. Broglie, qui était venu passer trois mois à Paris, eut des conférences avec Tercier et Durand retour de Londres, et tout fut combiné en vue de préparer en Angleterre une descente de nos troupes. C'était déjà bien extraordinaire d'organiser une invasion dès le temps de paix, mais Louis XV ne l'avait pas exécutée avant d'avoir rompu officiellement avec l'Angleterre.

Malheureusement, les démêlés de d'Éon avec le comte de Guerchy, nouvellement nommé ambassadeur à Londres, firent échouer les plans du roi et de son cabinet secret.

En vain, le 4 octobre[1], Tercier écrivait-il à d'Éon de composer avec Guerchy : « Que deviendra notre grande besogne, si vous quittez l'Angleterre? Songez quel sera le déplaisir de l'*avocat*

[1] *Loc. cit.*, t. 59, f° 102.

(Louis XV) et le désespoir de son *substitut* (le comte de Broglie), s'ils vous voient revenir en France après avoir abandonné, pour un mécontentement personnel, l'importante affaire dont ils vous ont chargé et pour le succès de laquelle ils ont fondé toutes leurs espérances en vous seul. »

Le jour même, d'Éon recevait sa lettre de rappel du duc de Praslin, qui ignorait les vues secrètes du roi. D'Éon se fâcha; on connaît le reste, et il ne fut plus question de se servir de lui pour les études de la descente.

Broglie ne se découragea point, se mit au travail et, de ce moment jusqu'au 15 juin 1766, donna au roi une série de mémoires relatifs à la guerre future contre l'Angleterre, « non point dans un but d'ambition personnelle et pour faire rompre une paix dont le royaume avait besoin, mais parce qu'il savait que le roy gardait dans son cœur l'ancien souvenir des injures de l'Angleterre[1]. » Louis XV agréa ce travail.

Nous n'examinerons pas à cette place le plan de Broglie; en 1778, au début de la guerre d'Amérique, il le représenta à Louis XVI comme propre à être adapté aux circonstances actuelles, et nous l'analyserons dans le chapitre suivant, relatif aux projets de descente en Angleterre sous ce monarque.

A défaut de d'Éon, Louis XV confia la mission qu'il lui destinait au sieur Grant de Blairfaindy, colonel de chevau-légers, avec mandat de reconnaître les points de l'Angleterre où il serait possible de débarquer, de détailler les routes à suivre après le débarquement, les ressources en denrées et fourrages, de connaître l'esprit des habitants et le nombre de troupes que les ennemis pourraient opposer à notre corps expéditionnaire.

Grant accomplit son voyage et rapporta cent soixante-deux mémoires divers, concernant les comtés de Sussex, Kent, Hampshire, Surrey, les villes de Portsmouth, Bristol, Liverpool. Les moyens de faire la descente sont exposés dans son écrit du 15 décembre 1767[2], savoir : quarante mille fantassins, six mille

[1] *Loc. cit.*, t. 53, f° 15. Introduction au mémoire du comte de Broglie.
[2] *Loc. cit.*, t. 54, f°s 294 et suivants.

dragons sans les chevaux, quatre mille troupes légères avec leurs montures, et pour le passage un nombre convenable de bâtiments de transport, sous la protection de vingt vaisseaux, douze frégates et quarante corvettes. Afin de conserver le secret, les troupes cantonneront sur la frontière, pas trop loin de Boulogne, Ambleteuse, Andrecelles, Wissan, Sangate et Calais, où aura lieu l'embarquement. La flotte se concentrera dans la baie d'Ambleteuse, la seule qui puisse contenir un pareil armement.

Pour donner le change, on assemblera des troupes en Bretagne et en Normandie, avec toutes les apparences d'une expédition en Irlande et à Portsmouth. L'Espagne ferait aussi de grands préparatifs.

Voici le point intéressant du projet : notre flotte de guerre s'offrira aux Anglais, combattra sans espoir de vaincre, avec acharnement, sera peut-être anéantie, mais elle aura donné aux transports le temps de passer à Deal, à quatre lieues de Douvres. Les troupes iront par Cantorbery et Preston dans la direction de Chatam et Rochester. Entre ces deux villes, les Anglais établiront vingt-cinq mille hommes ; il faudra enlever leurs lignes de haute lutte. Le colonel Grant n'admet pas que nous soyons battus sur terre par les Anglais; donc, de Chatam, les Français se dirigeront vers Londres, en faisant au nord un fort détachement sur Sherness et Wolwich. Dans la grande plaine de Blackheath se décidera le sort de l'Angleterre[1] ; elle nous est favorable par ses dispositions ; de plus, le détachement indiqué ci-dessus viendra par Woolwich et Greenwich, tombera sur le flanc des ennemis et nous assurera la victoire.

Tel est le plan d'un homme du métier et d'origine anglaise par-dessus le marché. Seulement, il n'y a pas de port à Ambleteuse, et sans cet établissement cette expédition eût été d'une témérité outrée.

Pour terminer, mentionnons deux projets qui indiquent que l'idée d'attaquer l'Angleterre sans déclaration de guerre, en

[1] Cromwell y défit les troupes de Charles Ier.

pleine paix, avait fait du chemin depuis quatre ans. D'abord, c'est un sieur O'Relly, homme de lettres, appartenant à une des plus anciennes familles d'Irlande, élevé en France et revenant d'un voyage en Angleterre, qui insinue à Louis XV[1] que le meilleur moyen de s'opposer à la puissance anglaise, « c'est de s'emparer de l'Irlande, même en temps de paix, et d'en former une république, de concert avec l'Espagne. Cela est, dit l'auteur, impossible en temps de guerre, car les Anglais prendront toutes leurs précautions. »

Puis le baron de Linsingen qui, de Francfort-sur-le-Mein, adresse à Choiseul[2] un mémoire débutant par cette phrase toujours vraie : « Le désir de l'abaissement de la puissance anglaise est un sentiment qui doit se trouver dans le cœur de tout bon Français. » Son plan est d'une extrême simplicité. Le roi d'Espagne ferait débarquer vingt mille hommes en Irlande, le roi de France en jetterait trente mille en Angleterre, sans déclaration de guerre préalable et en disant « que ce serait pour prendre satisfaction des secours que les Anglais ont prêtés aux Corses[3]; ce ne serait pas un prétexte, mais une bonne raison de guerre ». Voici la note originale qui contient des idées absolument neuves sur l'art militaire : « Les troupes, une fois débarquées, n'auront plus de secours à attendre de France, la mer étant occupée par les flottes ennemies; le général qui les commandera aura carte blanche, sans aucune responsabilité, à la condition qu'il attaque toujours et à fond.

« Les hommes sauront qu'ils n'auront rien à attendre que de leur valeur; on paiera tout ce que l'on prendra aux paysans, mais les villes supporteront de lourdes contributions.

« Les Anglais, quelque valeureux qu'ils puissent être, étonnés d'une pareille audace, succomberont certainement à la fougue des troupes du roi. »

[1] *Loc. cit.*, t. 54, f°s 282 et 284. Mémoire d'O'Relly des 7 et 8 octobre 1767 et moyen de diminuer les forces de l'Angleterre.
[2] *Loc. cit.*, t. 54, f° 309. 8 juillet 1769.
[3] Paoli avait reçu des munitions, des armes et de l'argent des Anglais.

Bonaparte, pendant la campagne d'Italie, conduisait ses troupes d'après des principes analogues d'offensive hardie et stupéfiait le monde. Le projet de Linsingen, qui jusque-là n'est pas plus déraisonnable qu'un autre, se termine malheureusement par une grosse sottise : « En cas de succès absolu, le roi joindrait l'Angleterre à son empire et donnerait l'Irlande à l'Espagne ! »

CHAPITRE III

SOUS LOUIS XVI

I

Le comte de Guines[1] qui remplaça, en 1770, le comte de Guerchy, en qualité d'ambassadeur de France à Londres, fut, dès son arrivée, l'objet des attentions les plus marquées de la cour et de la ville. L'amitié que Frédéric II avait eu naguère pour lui n'était pas étrangère à cette réception aimable; le cabinet anglais commençait à être très inquiet de la tournure que prenait l'agitation des colonies d'Amérique, et ne pouvant rien entreprendre en ce moment contre la France, cherchait à éviter tout froissement avec elle. Il savait aussi que Louis XV caressait toujours en secret des projets de descente; et pour lui prouver la pureté de ses intentions, il laissait de Guines s'instruire tout à son aise, sur l'état de l'armée et de la marine anglaises. Georges III le comblait de prévenances; lord Sandwich, ministre de la marine, était son ami; ses relations avec de nom-

[1] Adrien-Louis de Bonnières, comte puis duc de Guines, né en 1735, entra tout jeune dans la maison du roi et fut fait brigadier en 1762. On connaît la fermeté avec laquelle il rétablit la discipline dans le régiment de Navarre. Il se lia d'amitié avec Frédéric II au cours d'un voyage à Berlin, et entra dans la diplomatie comme ministre de France dans cette capitale, en 1767.

breux officiers lui permettaient de connaître bien des choses intéressantes. Aussi, dès 1772, il conçut un vaste projet d'espionnage, et entreprit un long voyage en Angleterre et en Écosse. A son retour, il envoya à Louis XV un mémoire très complet sur la situation politique, économique, militaire et maritime du pays, comprenant aussi le détail de toutes les mesures que le cabinet prendrait en cas de guerre avec nous. Voici les moyens que l'ambassadeur préconise pour dompter l'ennemi séculaire[1] :

1° Imiter son exemple, en jetant chez elle, au moyen de nos bateaux de commerce et *sans déclaration de guerre,* une grande armée d'invasion;

2° Passer la Manche après s'en être rendu maître par une victoire navale,

3° Ou en profitant d'un moment de négligence des flottes anglaises.

(Suit une description minutieuse des ports de la Tamise et des points de la côte sud où nos troupes pourraient débarquer.)

N'est-ce pas un curieux signe des temps que de voir un ambassadeur du roi, officier de ses armées, inciter son maître à envahir l'Angleterre sans déclaration de guerre, en profitant de ses embarras actuels, pour venger la France des anciennes injures?

Il est à croire que le vieux roi lut ce document avec un secret plaisir; mais son entourage livra l'ambassadeur à tous les désagréments d'un procès criminel[2]; il dut venir à Paris pour confondre ses accusateurs, puis retourna à son poste reprendre ses travaux diplomatiques et d'observation. Rappelé définitivement par Louis XVI en 1775, il lui remit alors un second mémoire[3] confirmant celui de 1772. L'ambassadeur n'ose plus proposer d'envahir la Grande-Bretagne sans déclaration de guerre, les

[1] *Archives des affaires étrangères,* Paris. Manuscrits. Angleterre. Mémoires et documents, t. 52, f°s 180 à 224, 30 juillet 1772. Des cartes marines de toutes les côtes des trois royaumes étaient annexées à ce mémoire.

[2] Ce procès lui était intenté par son secrétaire, Fort de la Londe.

[3] *Loc. cit.*, t. LIV, f° 313, sans date exacte, mais de 1775. Mémoire remis au roy, au moment du rappel.

idées du nouveau roi n'étant plus les mêmes que celles de son aïeul ; il se contente de lui faire ressortir les avantages d'une guerre peu coûteuse, facile et glorieuse.

« Nous devons, dit-il, profiter d'une négligence de l'ennemi soit pour tenter un coup hardi et aller brûler Plymouth, soit pour gagner une bataille à l'entrée de la Manche et jeter trois armées simultanément à Chatam, à Portsmouth et sur la côte de Kent à Hilth. On détruirait l'arsenal de Portsmouth, et les trois corps réunis marcheraient sur Londres ; il serait pourtant plus simple de masquer Portsmouth par un corps d'observation, et avec tout le reste des troupes, de gagner Londres à marches forcées. »

Dans l'intervalle, le colonel de chevau-légers Grant de Blairfaindy, dont nous avons parlé dans le chapitre précédent, avait remis au maréchal comte de Mouy[1] un mémoire *secret* qui contient un projet assez curieux des Anglais contre Dieppe[2].

La guerre avait failli éclater en 1771, entre l'Angleterre et l'Espagne, au sujet de l'enlèvement, par cette dernière, des îles Falkland, et le cabinet britannique avait conçu le plan d'ouvrir les hostilités par un coup de main sur Dieppe, afin d'enlever les quatre mille matelots qui y habitaient; cela dans le but de retarder l'armement de nos vaisseaux. Tout était prêt : Thomas Mante, major de brigade, qui avait habité Dieppe pendant un an, prit le commandement de l'expédition; on réunit à Shoreham huit bataillons et un régiment de dragons, et on les embarqua sur des vaisseaux de transport; la réponse définitive de l'Espagne était attendue d'un moment à l'autre; si elle était contraire aux espérances des Anglais, le cabinet déclarait la guerre, à cinq heures du soir, à la France et à l'Espagne, en la personne de leurs ambassadeurs à Londres ; l'expédition partait de Shoreham à six heures, et le lendemain matin avant dix heures mouillait en face de Dieppe sans défiance et occupé seulement par quelques compagnies de grenadiers. Le régiment de dragons anglais débarquait partie à Puys, au nord, et partie à Pourville, au sud

[1] Ministre de la guerre de 1774 à 1775.
[2] *Loc. cit.*, t. LVI, f° 123, du 10 mai 1774.

de Dieppe, et refoulait en ville toutes les personnes qui essayeraient de sortir; en même temps, les huit bataillons prenaient terre sur le galet de la plage de Dieppe et enlevaient *manu militari* tous les hommes valides, y compris les grenadiers; puis on reprenait la mer avec ce butin. Ce plan nous semble extraordinaire, et pourtant il est trop dans les coutumes des Anglais pour qu'on puisse accuser le colonel Grant de l'avoir inventé.

Heureusement pour les Dieppois, la nouvelle d'un accommodement arriva d'Espagne; ils l'avaient échappé belle sans le savoir. Ce mémoire fut remis le 10 mai, Louis XV mourut le 30 juillet; il en prit sans doute connaissance; quelles durent être ses dernières pensées contre l'Angleterre, lui qui la haïssait tant?

II

Le chevalier de Ricard, colonel divisionnaire, présenta le 10 décembre 1776 un mémoire très complet, un peu compliqué même, sur ce sujet passionnant[1].

« L'Angleterre est épuisée par la guerre d'Amérique, dit-il; nous sommes en bonne posture; treize ans de paix nous donnent sur elle une supériorité incontestable; profitons des embarras de notre ennemie, faisons un accord avec l'Espagne, puis avec les États-Unis.

« Afin de renforcer notre marine, achetons en Italie quelques vaisseaux, faisons-en armer d'autres, de façon à atteindre le chiffre de quarante-deux, en plus de l'escadre de Brest; aidons les corsaires par des règlements de course très avantageux; l'Espagne armera aussi trente vaisseaux en plus de son escadre de Cadix.

« En résumé, nous aurons quatre-vingt-huit vaisseaux de haut bord à opposer aux Anglais, afin de couvrir le passage de nos troupes. Des bateaux de commerce seront rassemblés à Dun-

[1] *Loc. cit.*, t. 54, f[os] 327 et suiv. Ricard avait déjà remis un mémoire en 1772 au duc d'Aiguillon; le comte de Vergennes y avait, paraît-il, fixé son attention, deux ans plus tard.

kerque pour cinquante mille hommes, dont trois mille dragons et deux mille artilleurs, et à Ostende pour dix mille autres; pareil nombre sera placé sur les vaisseaux et frégates du roi, aménagés pour les recevoir en plus de leurs équipages. »

Ici le plan devient plus complexe et nous y trouvons une idée dont Bonaparte s'est emparé plus tard et qui passa pour une invention de son génie : l'escadre de Toulon, ralliant à Cadix celle d'Espagne, et des transports avec douze mille Espagnols, conduit le tout sur les côtes d'Irlande, près de Dublin[1].

En même temps une division partie de Brest et de Rochefort, ira croiser dans la mer du Nord, entre l'embouchure de la Tamise et Ostende, pour fermer l'entrée nord de la Manche.

Deux autres divisions, partant des mêmes ports, bloqueront Plymouth et Portsmouth.

L'ensemble de ces opérations aura pour objet de nous rendre maîtres de la Manche pendant un temps limité.

Une dernière escadre couvrira le passage des transports, déjà protégés au loin par les trois divisions indiquées ci-dessus.

Le passage de Dunkerque à Malden, sur la rive gauche de la Tamise, se fera dans l'ordre suivant : dix mille hommes, comme avant-garde, transportés sur les vaisseaux et frégates du roi, puis les transports avec le gros de l'armée, enfin les dix mille soldats partis d'Ostende. En tout, soixante mille hommes à jeter en deux jours sur le sol anglais, à trois marches de Londres.

Aussitôt le débarquement terminé, un nombre suffisant de transports reviendra à Dunkerque prendre dix mille hommes tenus en réserve, et, sous la protection de la division qui croise à proximité dans la mer du Nord, ira les transporter en Écosse pour faire une puissante diversion.

Ce plan grandiose était exécutable, car nous avions alors l'Es-

[1] L'amiral Villeneuve, en 1805, ne fit pas autre chose, lorsqu'il alla de Toulon à Cadix, y rallier la flotte espagnole; seulement, il eût peut-être été plus pratique de suivre simplement le plan de Ricard, que d'envoyer les escadres réunies aux Antilles, et de les faire revenir au Ferrol, à destination de Rochefort, puis Brest, puis Boulogne.

pagne avec nous, et en 1759 nous en avions entrepris un presque semblable avec nos seules ressources.

Les efforts du roi Louis XVI pour rétablir notre marine avaient été couronnés de succès; les gens compétents la jugeaient alors capable de lutter avantageusement contre celle des Anglais[1]. Le traité d'alliance conclu le 6 février 1778 avec les États-Unis, faisait prévoir une prochaine rupture avec l'Angleterre, et les projets d'opérations offensives contre cette puissance vont devenir nombreux, le roi ayant annoncé hautement son désir d'entreprendre quelque chose de sérieux.

Passons sur un projet anonyme pour enlever Jersey et Guernesey, du 10 mai 1778; sur celui de Voyer d'Argenson pour occuper par surprise Plymouth et Portsmouth, du 9 juillet; enfin, sur une proposition du sieur de Mello, du 11 du même mois, proposant de jeter douze bataillons et deux régiments de dragons à Waterford, en Irlande[2]; « car, ajoute l'auteur, il est impossible de descendre en Angleterre avec moins de cent mille hommes, et encore seront-ils écrasés sous le soulèvement national. Le marquis de Paulmy[3] produisit une note sans date exacte, relative aux préparatifs d'une expédition partant de Bretagne et de Normandie; mais elle n'indique rien de décisif, ni de nouveau[4]. Le combat de *la Belle-Poule* contre *l'Aréthuse*, le 17 juin 1778, dû à la trahison des Anglais, mit la France en état de guerre ouverte avec eux; le combat indécis du 27 juillet, en vue d'Ouessant, inspira une certaine confiance à nos flottes.

Le 17 décembre, le comte de Broglie présente son « plan de guerre contre l'Angleterre, rédigé par ordre du feu roi, dans les

[1] D'après une note, t. 56, on estimait la marine anglaise à soixante-douze vaisseaux de haut bord, sans compter les frégates; la nôtre à soixante-deux, celle de l'Espagne à quarante-cinq, total : cent sept. Nous avions donc une supériorité numérique appréciable.

[2] *Loc. cit.*, t. 55, p. 12, 20 et 25.

[3] Fils du marquis d'Argenson. Homme de lettres et amateur de livres, il possédait une bibliothèque remarquable. Il mourut en 1787, gouverneur de l'Arsenal et membre de l'Académie française.

[4] *Loc. cit.*, t. 56, f° 36.

années 1763-64-65 et 66, et refondu et adapté aux circonstances actuelles, pour être mis sous les yeux de Sa Majesté[1] ».

C'est le plus complet, le plus sérieux qui ait été dressé avant celui de 1805. A tous égards, il mérite d'attirer l'attention, car Bonaparte l'a repris et amplifié dans ses parties essentielles, et il est toujours exécutable.

Le préambule contient des vues très justes sur la situation respective de la France et de l'Angleterre, au point de vue maritime et militaire, et insiste sur la nécessité d'allier l'Espagne à nos projets offensifs sur Gibraltar, sur la Jamaïque, dans les Indes, sur Mahon, et enfin pour la grande invasion, le plus important de tous.

Voici les principes fondamentaux de Broglie : il est indispensable d'être maître de la Manche par une flotte supérieure ou victorieuse[2]; point de demi-projet, de faible contingent, les risques sont aussi considérables que pour une grande invasion et les résultats nuls; donc il faut profiter de notre supériorité indiscutable sur terre et envoyer soixante mille hommes en Angleterre; il rejette la descente dans la Tamise, à Portsmouth, Plymouth, et imitera Jules César et Guillaume de Normandie.

Il y aura trois opérations indépendantes : 1° une petite diversion au nord : quinze cents Français, sur sept ou huit frégates, partiront de Dunkerque et iront en Écosse, uniquement pour augmenter l'inquiétude des Anglais ; 2° une forte invasion en Irlande par le débarquement de vingt mille Espagnols escortés par vingt à vingt-cinq vaisseaux de guerre; 3° la grande descente qui doit se faire en octobre; les vents sont à cette époque très favorables au passage, les subsistances abondantes en Angleterre, la majorité des matelots de commerce sont en course dans les mers lointaines. On partira donc du 1er octobre au 15 ou 20 novembre et en profitant du premier coup de vent favorable.

[1] *Loc. cit.*, t. 53, f° 25.

[2] On sait que Bonaparte finit par se rallier à cette opinion qui était celle des amiraux; et il n'osa point risquer le passage en l'absence de sa flotte, et pourtant la croisière anglaise, en face de Boulogne, en août 1805, n'était que de sept vaisseaux et douze frégates.

dragons sans les chevaux, quatre mille troupes légères avec leurs montures, et pour le passage un nombre convenable de bâtiments de transport, sous la protection de vingt vaisseaux, douze frégates et quarante corvettes. Afin de conserver le secret, les troupes cantonneront sur la frontière, pas trop loin de Boulogne, Ambleteuse, Andrecelles, Wissan, Sangate et Calais, où aura lieu l'embarquement. La flotte se concentrera dans la baie d'Ambleteuse, la seule qui puisse contenir un pareil armement.

Pour donner le change, on assemblera des troupes en Bretagne et en Normandie, avec toutes les apparences d'une expédition en Irlande et à Portsmouth. L'Espagne ferait aussi de grands préparatifs.

Voici le point intéressant du projet : notre flotte de guerre s'offrira aux Anglais, combattra sans espoir de vaincre, avec acharnement, sera peut-être anéantie, mais elle aura donné aux transports le temps de passer à Deal, à quatre lieues de Douvres. Les troupes iront par Cantorbery et Preston dans la direction de Chatam et Rochester. Entre ces deux villes, les Anglais établiront vingt-cinq mille hommes ; il faudra enlever leurs lignes de haute lutte. Le colonel Grant n'admet pas que nous soyons battus sur terre par les Anglais ; donc, de Chatam, les Français se dirigeront vers Londres, en faisant au nord un fort détachement sur Sherness et Wolwich. Dans la grande plaine de Blackheath se décidera le sort de l'Angleterre[1] ; elle nous est favorable par ses dispositions ; de plus, le détachement indiqué ci-dessus viendra par Woolwich et Greenwich, tombera sur le flanc des ennemis et nous assurera la victoire.

Tel est le plan d'un homme du métier et d'origine anglaise par-dessus le marché. Seulement, il n'y a pas de port à Ambleteuse, et sans cet établissement cette expédition eût été d'une témérité outrée.

Pour terminer, mentionnons deux projets qui indiquent que l'idée d'attaquer l'Angleterre sans déclaration de guerre, en

[1] Cromwell y défit les troupes de Charles Ier.

pleine paix, avait fait du chemin depuis quatre ans. D'abord, c'est un sieur O'Relly, homme de lettres, appartenant à une des plus anciennes familles d'Irlande, élevé en France et revenant d'un voyage en Angleterre, qui insinue à Louis XV[1] que le meilleur moyen de s'opposer à la puissance anglaise, « c'est de s'emparer de l'Irlande, même en temps de paix, et d'en former une république, de concert avec l'Espagne. Cela est, dit l'auteur, impossible en temps de guerre, car les Anglais prendront toutes leurs précautions. »

Puis le baron de Linsingen qui, de Francfort-sur-le-Mein, adresse à Choiseul[2] un mémoire débutant par cette phrase toujours vraie : « Le désir de l'abaissement de la puissance anglaise est un sentiment qui doit se trouver dans le cœur de tout bon Français. » Son plan est d'une extrême simplicité. Le roi d'Espagne ferait débarquer vingt mille hommes en Irlande, le roi de France en jetterait trente mille en Angleterre, sans déclaration de guerre préalable et en disant « que ce serait pour prendre satisfaction des secours que les Anglais ont prêtés aux Corses[3]; ce ne serait pas un prétexte, mais une bonne raison de guerre ». Voici la note originale qui contient des idées absolument neuves sur l'art militaire : « Les troupes, une fois débarquées, n'auront plus de secours à attendre de France, la mer étant occupée par les flottes ennemies; le général qui les commandera aura carte blanche, sans aucune responsabilité, à la condition qu'il attaque toujours et à fond.

« Les hommes sauront qu'ils n'auront rien à attendre que de leur valeur; on paiera tout ce que l'on prendra aux paysans, mais les villes supporteront de lourdes contributions.

« Les Anglais, quelque valeureux qu'ils puissent être, étonnés d'une pareille audace, succomberont certainement à la fougue des troupes du roi. »

[1] *Loc. cit.*, t. 54, f[os] 282 et 284. Mémoire d'O'Relly des 7 et 8 octobre 1767 et moyen de diminuer les forces de l'Angleterre.
[2] *Loc. cit.*, t. 54, f[o] 309. 8 juillet 1769.
[3] Paoli avait reçu des munitions, des armes et de l'argent des Anglais.

en huit marches, quatre au besoin, atteindront Londres, l'occuperont, et y lèveront d'énormes contributions. La question d'une défaite sur le sol d'Angleterre n'est pas envisagée et ne devait pas l'être, pas plus alors qu'aujourd'hui. Pour terminer, il est question d'expéditions terrestres sur Chatam, Oxford, Gloucester et Portsmouth [1].

Sept jours après la remise de ce plan, de Vergennes envoyait à Montmorin, ambassadeur de France à Madrid, un projet avec prière de le communiquer au comte de Floride Blanche. « Il ne le trouvera pas aussi audacieux qu'il semblait nous l'inspirer. Il n'en est peut-être pas moins solide ; mais faites lui observer que ce n'est point le plan d'un homme de guerre, mais celui d'un ministre de paix, c'est le mien. » De Vergennes ne se montre pas partisan d'une descente en Angleterre, mais préconise l'envoi en Irlande de trente mille hommes, moitié Espagnols, moitié Français [2].

III

Malheureusement, Louis XVI n'avait pas contre les Anglais les mêmes sentiments d'animosité personnelle que son aïeul; il semble que le plan de Broglie lui parut trop vaste et de nature à donner à la guerre une tournure implacable, et aussi à exciter les susceptibilités de l'Espagne.

Pour ce même motif, il rejeta un plan anonyme présenté le 24 janvier 1779 [3] et que son auteur dit avoir été rédigé en deux jours. Ce plan, comme tous ceux de l'époque, insiste sur la nécessité d'avoir une grosse flotte pour assurer le passage, bien que trente ans auparavant le maréchal de Saxe estimât qu'on pût s'en passer. L'originalité de ce projet consiste en ceci : ras-

[1] Des suppositions et observations sur le plan de campagne qui a pu être concerté entre la France et l'Espagne contre la Grande-Bretagne complètent le plan de Broglie. *Loc. cit.*, France, mémoires et documents, t. 2115, f[os] 67 et suiv. 1[er] juillet 1777.
[2] *Loc. cit.*, t. 55, f[os] 40 et suiv. 24 décembre 1778.
[3] *Loc. cit.*, t. 55, f[o] 53.

sembler les troupes à Brest, afin de ne pas les exposer à attendre en Normandie que la flotte leur ait ouvert le passage, et aussi afin d'éveiller les craintes des Anglais pour le sud et l'ouest de l'Angleterre et de l'Irlande, et les forcer à diviser leurs flottes. Le point de débarquement est très bien discuté et on propose Rye; toutefois, deux bataillons iraient en Écosse pour donner de la jalousie. « La supériorité momentanée de notre marine, ou si vous le voulez, un ange gardien, a protégé soixante mille Français jusqu'à ce qu'ils débarquent sur la côte de Sussex. Que feront-ils ensuite? » Suivait le programme d'opérations militaires diverses pour enlever Londres, Portsmouth, etc., etc.

Au mois de mars 1779 parurent une série de projets qui rentraient davantage dans les vues du roi; ils sont d'une portée beaucoup plus modeste. D'abord c'est l'anonyme [1] offrant de réunir dans la baie de Camaret, à deux lieues de Brest, environ cent cinquante bâtiments bretons destinés à la pêche de Terre-Neuve, débarquer les deux tiers de leurs équipages, et simultanément diriger par petits paquets vers ce point trente ou quarante mille fantassins. Les Anglais, accoutumés au rassemblement annuel des terre-neuviens, ne se douteraient de rien, jusqu'au moment de l'embarquement de ces troupes. L'escadre de Brest tout entière irait mouiller en rade de Camaret, et au premier bon vent on partirait tous ensemble pour... l'île de Wight, pas autre chose. Nos bataillons s'y établiraient à poste fixe, le pays est très riche et pas défendu; la flotte et les transports resteraient en face de Cowes, et de ce point on entreprendrait le siège de Portsmouth. Simultanément, un embargo mis sur les ports de Flandre et de Normandie, permettait de réunir deux cent cinquante grosses barques; elles prendraient à Dieppe et Dunkerque la cavalerie et la transporteraient à l'île de Wight. L'escadre espagnole de Cadix, car à cette époque l'entrée de l'Espagne dans la lutte semblait décidée [2], accompagnerait la

[1] *Loc. cit.*, t. 55, f[os] 74 et suiv., mars, sans date exacte.
[2] Le rappel des ambassadeurs réciproques d'Espagne et d'Angleterre eut lieu en juin suivant.

nôtre de Brest à l'île de Wight, puis irait bloquer Plymouth.

Celle du Ferrol escorterait les deux cent cinquante barques que nous avons vues partir de Dunkerque et de Dieppe, et cela fait, retournerait à Dunkerque prendre soixante autres barques chargées de troupes et irait les conduire à l'entrée de la Tamise pour détruire des ports. Si on réussissait bien de ce côté et à Portsmouth, on pourrait subséquemment marcher sur la capitale[1].

Ce plan était trop compliqué; il sembla tel à un des ministres du roi, les documents ne disent pas lequel, qui en présenta un autre singulièrement simplifié au conseil et le fit adopter[2].

Pas d'invasion, dit-il, qui exigerait des moyens immenses et occasionnerait des risques terribles; seulement, rendons-nous maîtres de la mer grâce au concours de vingt vaisseaux espagnols, et alors allons occuper l'île de Wight avec vingt mille fantassins, qui de là iront, toujours sous la protection de la flotte combinée, tenter quelque chose sur Portsmouth, Plymouth, Bristol, Liverpool (?) et même l'Irlande (?).

Un mémoire *secret*[3] soutenait ce projet et promettait le concours pour le commencement de mai de trente vaisseaux de ligne. Un autre mémoire, émanant du ministère de la guerre, discutait celui-ci et finalement l'approuvait[4].

Ce projet était indigne, par sa mesquinerie, de la puissance de

[1] Une conception tout à fait nouvelle paraît dans le plan de campagne et d'opérations navales, par Boux, capitaine de vaisseau : soixante mille hommes sont assemblés dans la presqu'île du Cotentin, où trois cents barques de pêche au hareng les attendront pour les transporter à l'île de Wight. Cet officier de marine, contrairement à l'avis de ses collègues, ne demande pas que la grande flotte de Brest couvre le passage; bien plus, il l'envoie croiser en quatre divisions, à trois cents lieues des côtes de France, aux îles du Vent et Saint-Domingue, afin d'intercepter tous les bâtiments de commerce anglais. « Ainsi, dit-il, nos ennemis seront mis dans l'alternative ou d'abandonner tout leur commerce pour voler au secours de l'île Wight, ou de laisser envahir leur pays pour sauver leurs marchands. » T. 55, f° 102, mars 1779.

[2] *Loc. cit.*, t. 55, f° 90. Plan d'attaque des côtes d'Angleterre, par un des ministres du roi, mars 1779.

[3] A en juger par sa teneur, il doit émaner du ministre de la marine. *Loc. cit.*, t. 55, f° 90.

[4] *Loc. cit.*, f° 84.

notre armée de terre et de la faiblesse actuelle des Anglais.

Naturellement, le cabinet espagnol demanda à de Montmorin des explications détaillées sur nos projets. Une « note explicative sur les préparatifs faits ou à faire pour l'expédition contre l'Angleterre[1] » y répondit : « Nous supposons que la réunion des flottes française et espagnole est faite et qu'elles ont pris une station convenable dans la Manche pour assurer le passage du convoi.

« Moyens de terre : on a placé en Bretagne trente-huit bataillons; en Normandie, vingt-quatre; en Poitou et Aunis, dix-sept; en Picardie et Artois, seize; en Flandre, vingt et un; en Hainaut, douze; plusieurs régiments de hussards y sont joints. Trente mille hommes, soit quarante bataillons, seront réunis en Normandie par le passage dans ce pays de ceux de Picardie et Artois. Ceux de Hainaut iront dans ces deux provinces, protéger nos côtes d'un coup de main.

« Moyens de mer : au début de mai, le roi aura à Brest trente vaisseaux, plus les bâtiments légers; la marine fournira des chaloupes pour le débarquement, elles seront placées sur les transports. Ces derniers se trouvent dans les ports de la Manche, en nombre plus que suffisant. On divisera l'embarquement entre plusieurs points, afin de ne pas éveiller l'attention des Anglais, et la flotte une fois maîtresse de la mer, des bâtiments légers iront escorter les convois pour l'île de Wight. »

L'ambasseur d'Espagne, comte d'Aranda, fit observer à Vergennes que le nombre des troupes était trop faible et qu'il fallait effrayer les Anglais par un débarquement plus considérable. Malgré cela, la cour de Madrid ayant donné son approbation, Louis XVI signa les ordres nécessaires ; la marine fréta des transports pour vingt-cinq mille hommes, et les fit réunir à Saint-Malo et Le Havre; la guerre rassembla trente-six bataillons et quatre cents dragons autour de ces ports, avec soixante pièces de campagne[2]. En outre, douze bataillons et seize escadrons

[1] *Loc. cit.*, t. 55, f° 99, mars 1779.
[2] Le nombre total des transports était de 397.

étaient prêts à Dunkerque et une réserve de huit mille hommes se formait au Havre[1]. Cela fut exécuté dans le plus grand secret; néanmoins les Anglais savaient tout. Le comte de Vaux[2] était nommé général en chef de l'expédition avec le comte de Puységur comme major général. Un mémoire étendu, daté du 7 juillet, contient le dispositif pour l'embarquement en deux divisions au Havre et deux à Saint-Malo, ainsi que les dispositions à prendre avant, pendant et après le débarquement dans l'île de Wight[3]. Le comte d'Orvillers, qui commandait toujours la flotte de Brest, reçut ses instructions le 29 mai, et le 3 juin mit à la voile pour opérer sa jonction avec la flotte espagnole. Deux mois se passèrent avant qu'elle pût s'exécuter[4]; ce retard permit aux Anglais de prendre toutes les précautions pour rendre Portsmouth imprenable. Alors, le roi changea la destination du corps expéditionnaire. De nouvelles instructions sont remises le 9 août à de Vaux et le 7 à d'Orvillers[5]. Ce n'est plus à l'île de Wight que l'on débarquera, mais à Falmouth, à l'extrémité sud-ouest du comté de Cornouailles. Les Anglais ne s'y attendent pas et on n'éprouvera aucune difficulté pour prendre terre. Aussitôt, de Vaux se dirigera vers le bourg de Bodmin, au nord-est de Falmouth; il le fortifiera et s'en servira comme de base pour une occupation prolongée du comté de Cornouailles, puis il passera la rivière Lamner, qui le sépare du Devon, et s'établira pour hiverner. Si par hasard les deux divisions du Havre ne pouvaient partir en temps utile à cause du vent, elles seraient remplacées par des troupes de Bretagne embarquées à Morlaix et Brest. Cette modification au plan primitif vers l'île de Wight pouvait

[1] *Loc. cit.*, t. 55, f° 120. Rapport du ministre de la guerre, prince de Montbarey, mai 1779.
[2] Né en 1705, fit toutes les campagnes du règne de Louis XV et soumit la Corse. Il fut nommé maréchal en 1783, et mourut cinq ans plus tard.
[3] *Loc. cit.*, t. 55, f°s 138 et 146.
[4] Le 12 août, Vergennes mandait à Montmorin, à Madrid, que le retard apporté à la réunion des deux flottes et les obstacles qui se multiplient journellement avaient fait changer d'avis. *Loc. cit.*, t. LV, f° 185.
[5] *Loc. cit.*, t. 55, f°s 171 et 180.

être nécessaire à cause du retard, mais elle compromettait bien la réussite.

IV

Quels étaient les sentiments des Anglais à ce moment précis?

Les correspondances de Londres révèlent une peur effroyable dans la masse de la population; pourtant les hautes classes affectaient une tranquillité absolue. Tel ce Tucker, doyen de Gloucester, qui publiait, le 24 juillet 1779, ces « réflexions sur la situation des affaires » :

« Nous sommes actuellement menacés d'une invasion, considérons-la sous quatre points de vue.

« L'embarquement : la France devrait envoyer au moins soixante mille hommes, soit le double de ce que commande le comte de Vaux, pour avoir quelques chances de succès.

« Une récente proclamation du roi Georges nous ordonne de « vider le pays »; nous n'y manquerons pas, et les ennemis ne trouveront rien à manger, pas un cheval, pas une charrette, ils devront tout apporter avec eux; et pour ce faire il leur faudra mille transports et une flotte de guerre de plusieurs escadres. Or, je considère cela comme impossible, à moins d'un miracle, surtout après les efforts prodigieux qu'a fait la France pour armer sa grande flotte de Brest. De plus, tous ces convois ne pourraient sortir qu'en plusieurs groupes séparés, et nos bâtiments légers les attaqueraient en détail. »

Sur la traversée, le doyen Tucker s'exprime ainsi : « Un nombre prodigieux de transports de toutes espèces, avec cinquante ou soixante frégates et cutters, sont sortis des ports et les voilà à la voile. Eh bien, soit! La grande flotte française tient le nôtre en échec, et même, après l'avoir battue, elle se montre triomphante sur les mers anglaises.

« Les matelots de ces transports et frégates sont les moins bons, les meilleurs ayant été placés sur la grande flotte. Ils ne connaissent pas nos côtes. Voyez-vous les soldats malades, les che-

pagne avec nous, et en 1759 nous en avions entrepris un presque semblable avec nos seules ressources.

Les efforts du roi Louis XVI pour rétablir notre marine avaient été couronnés de succès; les gens compétents la jugeaient alors capable de lutter avantageusement contre celle des Anglais[1]. Le traité d'alliance conclu le 6 février 1778 avec les États-Unis, faisait prévoir une prochaine rupture avec l'Angleterre, et les projets d'opérations offensives contre cette puissance vont devenir nombreux, le roi ayant annoncé hautement son désir d'entreprendre quelque chose de sérieux.

Passons sur un projet anonyme pour enlever Jersey et Guernesey, du 10 mai 1778; sur celui de Voyer d'Argenson pour occuper par surprise Plymouth et Portsmouth, du 9 juillet; enfin, sur une proposition du sieur de Mello, du 11 du même mois, proposant de jeter douze bataillons et deux régiments de dragons à Waterford, en Irlande[2]; « car, ajoute l'auteur, il est impossible de descendre en Angleterre avec moins de cent mille hommes, et encore seront-ils écrasés sous le soulèvement national. Le marquis de Paulmy[3] produisit une note sans date exacte, relative aux préparatifs d'une expédition partant de Bretagne et de Normandie; mais elle n'indique rien de décisif, ni de nouveau[4]. Le combat de *la Belle-Poule* contre *l'Aréthuse*, le 17 juin 1778, dû à la trahison des Anglais, mit la France en état de guerre ouverte avec eux; le combat indécis du 27 juillet, en vue d'Ouessant, inspira une certaine confiance à nos flottes.

Le 17 décembre, le comte de Broglie présente son « plan de guerre contre l'Angleterre, rédigé par ordre du feu roi, dans les

[1] D'après une note, t. 56, on estimait la marine anglaise à soixante-douze vaisseaux de haut bord, sans compter les frégates; la nôtre à soixante-deux, celle de l'Espagne à quarante-cinq, total : cent sept. Nous avions donc une supériorité numérique appréciable.

[2] *Loc. cit.*, t. 55, p. 12, 20 et 25.

[3] Fils du marquis d'Argenson. Homme de lettres et amateur de livres, il possédait une bibliothèque remarquable. Il mourut en 1787, gouverneur de l'Arsenal et membre de l'Académie française.

[4] *Loc. cit.*, t. 56, f° 36.

années 1763-64-65 et 66, et refondu et adapté aux circonstances actuelles, pour être mis sous les yeux de Sa Majesté[1] ».

C'est le plus complet, le plus sérieux qui ait été dressé avant celui de 1805. A tous égards, il mérite d'attirer l'attention, car Bonaparte l'a repris et amplifié dans ses parties essentielles, et il est toujours exécutable.

Le préambule contient des vues très justes sur la situation respective de la France et de l'Angleterre, au point de vue maritime et militaire, et insiste sur la nécessité d'allier l'Espagne à nos projets offensifs sur Gibraltar, sur la Jamaïque, dans les Indes, sur Mahon, et enfin pour la grande invasion, le plus important de tous.

Voici les principes fondamentaux de Broglie : il est indispensable d'être maître de la Manche par une flotte supérieure ou victorieuse[2]; point de demi-projet, de faible contingent, les risques sont aussi considérables que pour une grande invasion et les résultats nuls; donc il faut profiter de notre supériorité indiscutable sur terre et envoyer soixante mille hommes en Angleterre; il rejette la descente dans la Tamise, à Portsmouth, Plymouth, et imitera Jules César et Guillaume de Normandie.

Il y aura trois opérations indépendantes : 1° une petite diversion au nord : quinze cents Français, sur sept ou huit frégates, partiront de Dunkerque et iront en Écosse, uniquement pour augmenter l'inquiétude des Anglais; 2° une forte invasion en Irlande par le débarquement de vingt mille Espagnols escortés par vingt à vingt-cinq vaisseaux de guerre; 3° la grande descente qui doit se faire en octobre; les vents sont à cette époque très favorables au passage, les subsistances abondantes en Angleterre, la majorité des matelots de commerce sont en course dans les mers lointaines. On partira donc du 1er octobre au 15 ou 20 novembre et en profitant du premier coup de vent favorable.

[1] *Loc. cit.*, t. 53, f° 25.

[2] On sait que Bonaparte finit par se rallier à cette opinion qui était celle des amiraux; et il n'osa point risquer le passage en l'absence de sa flotte, et pourtant la croisière anglaise, en face de Boulogne, en août 1805, n'était que de sept vaisseaux et douze frégates.

V

Il n'était plus question d'opérer une descente en automne 1779; cela ne calma point le zèle des partisans de cette opération.

Un anonyme, Irlandais très probablement, engage le ministère à tourner ses armements vers l'Irlande, plutôt que vers l'Angleterre ; il y a actuellement vingt-cinq mille hommes en Bretagne ; qu'on les transporte à Cork, pendant l'hiver; les Anglais ne s'y attendent pas, et le résultat sera considérable [1].

Le marquis de Jaucourt présenta, du 9 décembre 1779 au 20 juillet 1780, cinq longs mémoires [2] qui ne possèdent pas la largeur de vues des projets de de Broglie et de Ricard, mais se recommandent pourtant à l'attention à cause des nombreux renseignements de détail qu'ils contiennent. Il conseille de s'emparer avec vingt-cinq mille hommes d'un point de la côte anglaise, île de Wight ou Cornouailles, de le rendre imprenable, d'y envoyer ensuite de nouvelles troupes et de s'en servir comme d'une tête de pont, pour marcher ensuite sur Londres ou pour faire le siège des places maritimes. L'idée n'est pas mauvaise et elle répond assez aux vues plutôt timides du ministère d'alors.

Le marquis discute avec beaucoup d'exactitude la quantité de transports, de chariots, de chevaux, de vivres nécessaires à une armée française opérant en Angleterre. Cinquante mille hommes exigent treize cents chevaux de charge pour les vivres, douze cents pour l'artillerie, et huit cents bâtiments de commerce; la dépense serait de vingt à vingt-deux millions de livres pour six mois, du 1er mai au 1er novembre, dont huit millions six cent

[1] *Loc cit.*, t. 55, f° 188. Au mois de juin précédent, Vergennes avait envoyé en Irlande le sieur Bankroft, pour constater l'état d'esprit des Irlandais et voir si une descente présentait des chances de succès. L'envoyé, dans une lettre du 27 juin, rend compte que les Irlandais sont très divisés entre eux, qu'on ne peut pas trop compter sur leur office en cas d'invasion ; mais qu'à cause de cette faiblesse même nous aurions des chances de réussir. *Loc. cit.*, t. 55, f° 124.

[2] *Loc. cit.*, t. 55, f°s 205, 222, 232, 253 et 287.

soixante-dix mille pour le fret de Brest en Angleterre. De tous les projets présentés jusqu'à cette date, celui de Jaucourt est le seul qui établisse le coût de l'expédition.

Le quatrième de ces mémoires débute par une observation bien juste : « On a, dit-il, envoyé cinq mille hommes en Amérique [1] ; qu'on y en envoie douze à quinze mille ; » seulement, l'auteur a complètement changé d'opinion depuis l'envoi du mémoire précédent ; il n'est plus partisan de cette maxime : On ne peut vaincre Rome que dans Rome. « Tout ce que nous ferons dans le voisinage de Londres sera dangereux et incertain ; il faudrait être maître de la Manche, et je ne le crois pas possible, les vents sont trop variables. »

L'auteur développe ensuite les moyens d'embarquer quarante-quatre mille fantassins et six mille dragons, sur cinquante vaisseaux de ligne français et espagnols, vingt-cinq frégates et cent transports, et d'aller s'emparer de Bristol, y faire un camp retranché, finir d'assiéger et d'enlever Plymouth, ce qui amènera la paix.

Le cinquième mémoire du marquis de Jaucourt traite le moyen d'avoir les matelots nécessaires en mettant un embargo sur les navires de commerce et expose le projet d'une campagne aux Antilles.

Une dépêche adressée par Vergennes à Montmorin, notre ambassadeur à Madrid, le 29 janvier 1780 [2], contient quelques renseignements intéressants sur les motifs qui firent abandonner le projet d'une invasion en Angleterre au début de 1780.

« L'état défensif de l'Angleterre s'étant amélioré, il semble impossible de faire une descente cette année ; elle a actuellement sous les armes près de cent mille hommes, sans compter l'Irlande, et quarante-cinq vaisseaux vont croiser dans la Manche. Il faudrait donc y envoyer cinquante mille hommes et six à sept mille

[1] C'étaient les troupes sous les ordres de Rochambeau ; trois mille cinq cents les rejoignirent six mois plus tard, amenés par le comte de Grasse, septembre 1780.

[2] *Loc. cit.*, Espagne, corresp., t. 55.

cavaliers, avec trois mois de vivres, sur onze cents transports, conduits par douze mille matelots. Où les prendre sans dégarnir la flotte du roy? Et quelle dépense? Au moins vingt et un millions six cent mille livres pour six mois, plus quatre millions pour les approvisionnements. Il nous faudrait au moins cinquante-cinq vaisseaux pour avoir l'égalité sur les quarante-cinq anglais, qui sont presque tous à trois ponts, plus dix vaisseaux pour couvrir le passage. Et quand même, aurions-nous l'avantage?

« On ne doit pas s'étonner à Madrid si nous pesons sur les inconvénients et les dangers d'un projet hasardeux, quand il s'agit de compromettre la sûreté, la liberté, et peut-être même la vie de cinquante mille hommes et de la fleur de la noblesse d'un royaume. L'humanité alarmée, frémit et s'arrête.

« Pourquoi, dira-t-on, ne pas destiner la flotte entière à escorter le convoi? C'est le parti que les Anglais prendraient à coup sûr, mais l'armée la plus embarrassée doit être la plus tardive à être prête au combat et par conséquent souffrira de grands désavantages avant d'être formée; mais vainqueur ou vaincue, la flotte de guerre devra rechercher ses ports pour se réparer et y ramènera le convoi avec elle.

« Et quand même on débarquerait, nous serions un contre deux et combattrions dans un pays hostile.

« Si le roi ne consultait que sa déférence pour le roi son oncle, et le désir qu'il a de lui complaire, Sa Majesté n'hésiterait pas à se déclarer pour le projet d'invasion. »

Cette dépêche explique le manque d'énergie du ministère et du roi trois mois auparavant, et pourquoi ils ne donnèrent pas au comte de Vaux l'ordre impératif de prendre la mer à tout risque. Ils craignaient de compromettre trop d'existences.

La fortune, si cruelle pour Louis XVI, lui accorda pourtant, en 1779, une faveur insigne, dont il ne sut profiter : celle de pouvoir venger sur le sol anglais les injures séculaires faites à la France.

Remarquons que les projets de cette époque du règne de

Louis XVI sont moins grandioses que ceux du règne précédent. Les auteurs se contentent de proposer des expéditions dans le canal Saint-Georges, les Cornouailles ou l'Irlande, mais plus de débarquements en masse dans le Kent ou le Sussex.

« Témoin en Angleterre tout cet hiver des craintes qu'on y a d'un débarquement soit en Angleterre soit en Irlande, je n'ai pas pu méconnaître que cette crainte s'est encore manifestée dans les séances du Parlement. »

Ainsi débute un mémoire de 1780, attribué à Favier [1], qui vante une expédition en Irlande avec vingt-cinq mille hommes débarquant à Cork, et cinq mille prenant terre à Bristol, Liverpool ou la baie de Solway ; cent bateaux de cent tonnes prendraient chacun trois cents hommes.

L'an 1780 est pauvre en projets de descente ; on s'occupait trop des opérations des huit mille Français envoyés en Amérique ; à côté de celui de Favier, il n'y a que le plan du comte de Béhague, brigadier des armées du roi à Brest, ancien cliché trop connu d'une triple expédition sur Rye, Torbay et l'Écosse [2].

L'entrée de la Hollande dans la lutte [3], et la grande réputation que possédait encore sa marine, suggéra au comte de Crillon un projet très original et très pratique, du 2 janvier 1781 [4], basé sur la coopération des Provinces-Unies.

« Si mon projet est une chimère, écrit-il à Vergennes, il aura du moins de commun avec celui de l'abbé de Saint-Pierre que ce sera la vue d'un bon citoyen. »

D'abord, faisons renoncer l'Espagne au blocus de Gibraltar, et attaquons l'Angleterre avec deux armées, l'une partant du Texel, l'autre de Brest.

[1] *Loc. cit.* Angleterre. Mémoires et documents, t. 55, f° 244. On présume que ce mémoire est de Favier, ayant été trouvé dans les papiers de cet écrivain politique.

[2] *Loc. cit.* Idem, t. 55, f° 294.

[3] Conf. notre ouvrage *l'Alliance franco-hollandaise contre l'Angleterre*, avec une préface de Henri Welschinger, 1 volume, 400 pages. Chez Plon-Nourrit, 1902.

[4] *Loc. cit.*, t. 55, f° 300.

Six vaisseaux français iront au Texel se joindre à vingt-cinq hollandais et avec eux escorteront un convoi portant vingt mille hommes des troupes du roi, réunis à cinq mille des Provinces-Unies ; cette force s'embarquera en Hollande et débarquera du côté de la Tamise [1]. Un peu auparavant, vingt-trois vaisseaux de Brest iraient à Cadix rallier vingt-deux espagnols, et de concert embarqueraient les quinze mille Espagnols du siège de Gibraltar; tout cela de retour à Brest y trouverait vingt de nos navires de haut bord, et des transports ayant vingt-cinq mille Français avec l'artillerie et les chevaux. Quelle force les Anglais auraient-ils à opposer à ces soixante-quatre vaisseaux portant quarante mille hommes, lorsqu'au même moment trente autres avec vingt-cinq mille soldats les menaceraient à l'entrée de la Tamise; au total quatre-vingt-quatorze vaisseaux et soixante-cinq mille soldats ?

Ce plan très court contient une grande conception stratégique, mais il aurait fallu faire renoncer l'Espagne au sujet de Gibraltar et rendre le stathouder Guillaume V de Hollande plus sincère dans son alliance avec nous [2].

En tous cas, nous estimons que l'idée de Crillon peut supporter avantageusement la comparaison avec celles de Broglie et de Ricard.

VI

Les deux derniers projets que nous avons à examiner ne sont pas inspirés du même esprit que celui du comte de Crillon.

D'Aubarède, qui avait habité longtemps l'Angleterre, remit le 4 mai 1781 une note, qu'il confirma trois jours plus tard par un projet, dont l'idée découle d'un mépris absolu pour le peuple anglais. Il est dans les campagnes conservateur et riche, par

[1] Bonaparte put réaliser plus tard la partie de ce plan qui concernait la réunion des forces franco-hollandaises.

[2] Ce prince fit échouer l'année suivante, par sa mauvaise volonté, le concert d'opérations entre la France et la Hollande. *Op. cit.*, chap. XVII.

conséquent ne risquera pas sa propriété et sa vie pour combattre une invasion, si nos troupes sont disciplinées et ne pillent pas.

Tous les soldats réguliers, qui sont excellents, combattent contre les États-Unis; reste la milice. D'Aubarède la tourne en dérision; elle n'a jamais servi, les hommes sont de riches bourgeois très poltrons, les officiers ont forcé beaucoup de renards et bu beaucoup de bière forte.

Quant au peuple de Londres, c'est le plus grand lâche qui existe, et l'auteur croit le prouver en citant quelques anecdotes, entre autres la suivante : Le roi Georges III appuyait la création d'un impôt supplémentaire sur la bière; un soir, il vient au théâtre, et le peuple des galeries l'accable d'insultes et de cris de « la bière à quatre sols » !

La représentation ne peut continuer; impatienté, le roi se lève, enfonce son chapeau jusqu'aux yeux, s'avance sur le bord de sa loge, et d'une voix qui domine le bruit, s'accompagnant de jurons, il s'écrie :

« La bière à quatre sols et demi ! » Étonné, ahuri, le peuple intimidé se tait, et le rideau se lève [1].

Pour d'Aubarède, une foule qui se laisse ainsi dompter est incapable de se défendre, et il préconise l'envoi de seulement dix mille hommes qui trois jours après le débarquement seront maîtres de Londres. Il se suppose ensuite major général de l'armée et chargé de faire exécuter l'opération, et il donne le plus sérieusement du monde tous les ordres nécessaires.

Ce plan, qui frise la fantaisie, dut trouver un mauvais accueil auprès de Vergennes, qui n'osait faire débarquer quarante mille hommes en Cornouailles parce qu'il craignait qu'ils ne fussent écrasés sous la masse de la nation anglaise soulevée.

Six mois se passent, le siège de Gibraltar menace de s'éterniser, et il n'est plus question de descente en Angleterre, lorsque le général comte de Maillebois communique dans l'hiver 1781-1782, un mémoire commençant par ces mots [2] :

[1] *Loc. cit.*, t. 53, f° 109.
[2] *Loc. cit.*, t. 55, f°s 318 à 325.

« Ce n'est point le prospectus d'un faiseur de projets dans le cabinet; ce sont les vues d'un ancien militaire qui, au milieu des dégoûts qu'il a essuyés, a toujours été occupé de la gloire de son pays, et qui d'ailleurs y met sa tête et son bras [1]. »

Ce prospectus n'offre aucune originalité; c'est la supposition d'une croisière de la flotte franco-espagnole entre Ouessant et le cap Lizard, et du transport de dix-huit mille hommes sur Bristol, Liverpool et l'île de Man, que Maillebois avait déjà faite en 1779.

Il y ajoute dans un second projet, du 4 janvier 1782, vingt-cinq mille soldats, pour enlever Torbay et faire le siège de Plymouth, et une force considérable qui exécutera en Flandre des préparatifs d'embarquement pour effrayer les Anglais. Trouvant l'envoi de quarante mille hommes trop considérable, Maillebois propose, le 4 février, de réduire ce chiffre à vingt-sept mille, et il donne de nombreux détails sur leur embarquement.

Louis XVI crut mieux atteindre les Anglais en envoyant des troupes aider les Espagnols à attaquer Gibraltar. Les événements lui donnèrent tort.

En résumé, on voit combien cette question d'une descente en Angleterre a préoccupé l'opinion en France pendant un siècle et demi. On peut dire qu'elle fut continuellement à l'ordre du jour. Deux débarquements seulement ont été exécutés en 1690, l'un en Irlande, l'autre à Torbay. La descente de 1709 a échoué par la mauvaise volonté de Forbin; celles de 1744 et 1745, préparées à Dunkerque et Boulogne, ne partirent pas, une tempête et quelques transports capturés par les Anglais ayant épouvanté les chefs. La grande expédition préparée par Louis XV en 1759

[1] Ives-Marie Desmaretz, comte de Maillebois, fils du maréchal de ce nom, fit toutes les campagnes du règne de Louis XV. On l'accusa d'avoir volontairement empêché, par une fausse manœuvre, le maréchal d'Estrées de gagner la bataille d'Hastenbeck, en 1757; d'où des démêlés retentissants, suivis d'un emprisonnement. De 1785 à 1787, il essaya de réorganiser l'armée hollandaise, mais sans succès; sur cette mission curieuse, cf. notre ouvrage *l'Alliance franco-hollandaise contre l'Angleterre (1735-1788)*, avec une préface de Henri Welschinger, chap. XXI, un vol. in-8°, 400 p., 1902.

ne put prendre la mer à cause de l'absence de la flotte de Brest. Quant à celle de 1779, qui avait tout pour réussir, son échec reste inexplicable, si ce n'est par la pusillanimité de quelques officiers généraux, qui trouvèrent dans Vergennes un complice, et dans Louis XVI un monarque trop faible.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 2468.

PARIS
TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie
Rue Garancière, 8

